

# Eine Welt Un solo mondo Un seul monde

18. feb. 1998

N°1

FÉVRIER 1998

LE MAGAZINE DE LA DDC  
SUR LE DÉVELOPPEMENT  
ET LA COOPÉRATION

I+D DEZA/DDO  
Infothek/Infothèque



## Coopération au développement et efficacité

Comment tendre aux meilleurs résultats ?

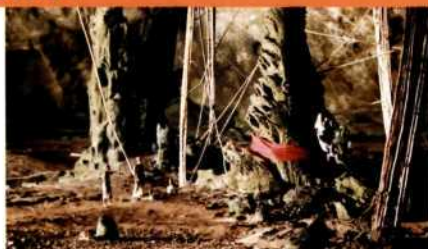
**Viêt-nam: un portrait**

Entre croissance exponentielle et pauvreté

**Génie génétique: un débat**

Un remède miracle contre la faim ?

## LE DOSSIER



### EFFICACITÉ

#### La recherche d'efficacité : une quête ardue

Son objectif le plus ambitieux est de rendre la coopération au développement d'elle-même superflue

4

#### Une goutte d'eau, un poisson et l'hôpital de Managua

Des regard croisés sur un concept protéiforme : trois experts, trois analyses complémentaires

8

#### Le destin mouvementé d'un projet

S'adapter constamment à de nouvelles orientations est indispensable à toute action efficace

10

#### Le pouvoir de l'implication personnelle

Deux illustrations concrètes

12

### Traquer les parasites

Pour lutter contre les maladies tropicales, la DDC prône un partenariat peu conventionnel

21

### Des crédits pour du fromage

La réussite d'une fromagerie russe pour illustrer le programme d'encouragement aux PME mené par la DDC

22

### DDC interne

23

## FORUM



### Le génie génétique - espoir ou danger pour le Sud ?

Une discussion animée entre experts de Novartis, de la Déclaration de Berne et de la DDC

24

## DES PAYS ET DES GENS



### VIÊT-NAM

#### Une esquisse floue

La journaliste vietnamienne Duong Phuong Vinh nous parle de son pays

14

#### Les aléas d'un développement impétueux

L'accroissement du fossé entre croissance économique exponentielle et pauvreté

16

## CULTURE



### La « World Music » - au sommet de sa gloire ?

Une analyse critique sur les raisons de l'engouement pour les rythmes ethniques

28

### Le vernis s'écaille

Un documentaire sur le vol d'objets culturels

30

## DÉVELOPPEMENT ET COOPÉRATION SUISSE

### Au-delà de la charité

Le directeur de la DDC, Walter Fust, nous livre son point de vue sur la solidarité

19

### La médecine contre la violence

L'Aide humanitaire de la Confédération soutient les hôpitaux afghans

20

Editorial	1
Périscope	2
Au fait qu'est-ce que la pauvreté ?	23
Service	31
Agenda	33
Impressum et bulletin de commande	33



# Editorial



Marco Cameroni

1

«L'histoire de ED s'interrompt ici. Mais point de larmes, ni de mouchoirs, nous reviendrons l'année prochaine avec une nouvelle publication qui, nous l'espérons, pourra vous séduire.»

Tels étaient les mots d'adieu lancés à une revue qui, pendant près de vingt ans, a fourni une contribution appréciée au travail d'information et de sensibilisation portant sur les problématiques toujours plus complexes qui sont propres au concept de développement.

Nous voici au rendez-vous. Avec la plume guidée par les sentiments de ceux et celles qui se présentent à un examen à la fois attrayant et ardu; de tous ceux qui ont décidé de relever un défi, certes beau, mais qui n'est pas exempt de périls. C'est donc l'esprit plongé dans un mélange d'émotion, appréhension et espoir, que nous nous lançons dans une nouvelle aventure, qui s'intitule «Un seul monde», «Un solo mondo», «Eine Welt».

Un titre emblématique pour une revue trimestrielle trilingue (l'une des nouveautés introduites), qui a l'ambition de conserver toute la fidélité des lecteurs de ED, tout en gagnant la sympathie d'un public plus vaste.

Comment? En lui offrant, sur un plateau ciselé par des auteurs, des rédacteurs, un graphiste, des illustrateurs, des photographes et des typographes de qualité, des informations, des éclaircissements et des opinions sur les questions et les événements qui ont ou peuvent avoir une importance vitale pour l'avenir de cette planète, sur des peuples et des pays pauvres mais culturellement riches, qui préfèrent l'option du partenariat à celle de l'assistance, qui ne désirent rien d'autre que de prendre en main leur propre destin et, enfin, sur les multiples activités de la Direction du développement et de la coopération (DDC). Des activités qui vont de l'engagement bilatéral et multilatéral en faveur du Sud, à l'aide humanitaire dans le monde entier, en passant par le soutien aux pays d'Europe de l'Est. Le tout entremêlé de rencontres et d'échanges culturels, de curiosités, d'annonces et de conseils.

Cette coopération internationale est-elle fructueuse?

Son efficacité est le thème de fond sur lequel se penche le premier numéro d'«Un seul monde», auquel notre équipe rédactionnelle a travaillé avec enthousiasme. Nous tous, membres de la DDC et collaborateurs externes, nous espérons que ce nouveau périodique aura toutes les qualités qu'il faut pour vous convaincre. Nous aimerions toutefois pouvoir vous impliquer, en quelque sorte, dans cette entreprise; c'est pourquoi nous vous invitons à nous faire part de vos observations et de vos commentaires.

Merci et bonne lecture!

*(De l'italien)*

## Saviez-vous que...

... les montants consacrés à la coopération au développement et à l'aide humanitaire par habitant varient grandement d'un canton à l'autre? Voici le palmarès de 1996:

Rang	Canton	Francs
1	Genève	7.80
2	Bâle-Ville	7.00
3	Bâle-Campagne	4.80
4	Jura	4.50
5	Neuchâtel	2.70
6	Zurich	2.55
7	Glaris	1.40
8	Zoug	1.40
9	Appenzell (RE)	1.30
10	Saint-Gall	1.30
11	Vaud	1.25
12	Argovie	1.15
13	Schaffhouse	0.90
14	Grisons	0.85
15	Valais	0.75
16	Tessin	0.70*
17	Thurgovie	0.65
18	Lucerne	0.55
19	Uri	0.55
20	Soleure	0.35
21	Berne	0.30
22	Nidwald	0.25
23	Appenzell (RI)	0.20
24	Fribourg	0.20
25	Obwald	0.20
26	Schwyz	0.15

\* 1995

Source: IUED / Infosud

## Les futurs « Cinq grands »

Au cours des 25 années à venir, la place des pays en développement dans l'économie mondiale devrait s'accroître considérablement. Les « Cinq grands » (Brésil, Chine, Inde, Indonésie et Russie) redessineront la carte de l'économie mondiale. Ce sont du moins les conclusions d'un rapport de la Banque mondiale qui prévoit que des réformes politiques et un environnement économique favorable au niveau international pourraient permettre aux pays en développement d'atteindre un taux de croissance annuel régulier d'ici 2020. Leur part du produit mondial passerait ainsi d'un sixième à près d'un tiers. Leur essor n'aurait pas seulement des retombées majeures sur la répartition des ressources mondiales, sur la production, sur le commerce et sur la fixation des prix, mais transformerait aussi fondamentalement les relations commerciales.

Tiré de «Banque Mondiale Actualité»

## De la métropole à la « ville globale »

«A Manhattan, les 20 % qui se situent au sommet de la pyramide sociale gagnent des salaires 32 fois supérieurs à ceux des plus pauvres de la base. La structure sociale de Manhattan est donc aussi inégalitaire que celle de Guatemala City.» Ce n'est là que l'une des affirmations provocantes assénées par Saskia Sassen, professeur d'urbanisme à l'université de Columbia à New York, pour expliquer son concept de «ville globale». Selon elle, la mondialisation a transformé les quelque 20 à 25 métropoles régionales ou nationales en un véritable réseau urbain qui regroupe les postes de commandement de l'économie mondiale et qui va de Sydney à Francfort en passant par Toronto et Sao Paulo. L'une des conséquences politiques de cette évolution est que les habitants ne se sentent plus liés à leur ville. Tels des nomades, les privilégiés voyagent d'une «ville globale» à l'autre et se sentent aussi peu citoyens et responsables que les défavorisés. Ceux-ci ne sont pas reconnus comme citoyens et utilisent souvent différentes formes de violence urbaine pour se rendre plus visibles.

Tiré de «Croissance / Le monde en développement»



Laurent Gauthier





## D'une plume acérée

### Récolter au lieu de combattre !

Lorsque la jacinthe d'eau trouve un milieu aquatique idéal, cette plante belle mais dangereuse se propage comme la peste. Elle a ainsi infesté de larges portions des rives du lac Victoria en Afrique centrale et y étouffe toute vie. Dans la baie de Kendo, les gens passent d'une île à l'autre à pied sec sur un tapis vert ; ailleurs, cette plante venue d'Amérique du Sud bloque les pompes des réseaux locaux d'approvisionnement en eau potable. Pour l'heure, on combat l'*Eichhornia crassipes* au moyen de produits chimiques et avec l'aide d'insectes, les charançons. En Thaïlande, on a opté pour une autre solution : récolter au lieu de combattre !

Premièrement, la plante est accessible aux plus pauvres d'entre les pauvres et, secondement, une idée venue d'Allemagne permet d'en faire un usage assez surprenant : elle sert de matière première dans la fabrication de meubles. En Allemagne, on peut déjà acheter un fauteuil à oreillers en jacinthe d'eau. De plus, le premier lac - naguère infesté - a pu être réhabilité. Et les nouvelles idées d'utilisation ne manquent pas : biogaz, charbon de bois et cellulose.

*Tiré de «epd-Entwicklungspolitik»*

François Grell



### Les dames du téléphone

Un réseau téléphonique novateur et unique au monde est sur le point de voir le jour au Bangladesh. Il desservira les populations rurales. Ces quatre prochaines années, la Grameen Bank, un institut spécialisé dans le petit crédit destiné aux plus pauvres, mettra 60'000 téléphones mobiles à la disposition des « dames du téléphone » sur la base d'un crédit. Ces femmes

iront de maison en maison pour permettre aux gens de téléphoner. Elles éviteront ainsi à quelque 100 millions d'habitants de 68'000 villages un déplacement en bus à la ville. La commission perçue permettra aux dames du téléphone de rembourser leur crédit.

*Tiré du «New Internationalist»*



# La recherche d'eff

LE DOSSIER

Le meilleur moyen d'atteindre son objectif, d'investir son énergie, de respecter les structures et les ressources locales sont des questions qui ne préoccupent pas que la coopération au développement. En Thaïlande, les chasseurs se lancent à l'assaut de grottes immenses sur leurs tiges de bambou dans l'espoir de récolter des nids d'hirondelles, très recherchés pour leur goût raffiné. Ces hommes-oiseaux trouvent grâce à cet équilibre précaire leur moyen de subsistance.



Valli / Summers / Sygma



# acité : une quête ardue



4

5

Se pencher sur la question de l'efficacité est une façon de rendre compte de son propre travail, de se montrer profondément auto-critique; c'est aussi un préalable indispensable à la réorientation



des visions et des projets. Reto Wieser, responsable du controlling stratégique, et Marco Rossi, responsable suppléant de la section Politique et Recherche, nous livrent leurs points de vue sur ces aspects complexes des activités de la Direction du développement et de la coopération (DDC). De Marco Gehring.\*

Le discours portant sur l'efficacité peut être divisé en trois aspects essentiels: l'analyse coûts-utilité, à savoir la façon dont l'argent du contribuable est investi, la mesure dans laquelle les objectifs visés par les projets sont atteints dans les pays d'intervention, et leur impact à long terme sur le développement de la population concernée et, enfin, la cohérence du rapport de coopération instauré entre la Suisse et le pays bénéficiaire.

Pour ce qui est du premier aspect de la problématique, Reto Wieser rappelle qu'au sein de l'administration fédérale, la DDC se situe à l'avant-garde: une enquête récente du Département fédéral de justice et police a relevé que sur 534 évaluations portant sur l'efficacité de l'ensemble du travail effectué, 200 avaient été menées au sein de la DDC. Une proportion élevée pour un office qui gère un peu moins de 2,5 pour cent du budget de la Confédération. Cela signifie aussi que chaque activité de la DDC est mesurée aux objectifs poursuivis, afin de vérifier si l'on y fait ce qu'il se doit, comme il se doit. La DDC démontre par là qu'elle est tout simplement consciente de la nécessité de garantir aux citoyens suisses un emploi efficace des fonds engagés.

### **Puits, arbres et développement durable**

L'analyse de l'efficacité de toute activité de développement et de coopération, dans un pays d'intervention et au niveau global, repose sur les lignes directrices de la DDC et sur le concept dit PSER (planification, suivi, évaluation et réalisation). Ces instruments de pratique organisationnelle permettent de fixer des objectifs et de superviser la réalisation tout en contrôlant que les objectifs sont atteints. Une façon d'améliorer le travail de la DDC et de ses partenaires.

Ces instruments permettent d'une part l'analyse des résultats quantifiables, tels que le nombre de puits construits ou d'arbres plantés, et, d'autre part, l'appréciation des aspects qualitatifs sous l'angle du développement durable. A cet égard, le degré de participation au projet de la population locale est un critère important. On entend par là la mesure dans laquelle les partenaires du projet peuvent intervenir dans les activités et contribuer à atteindre les objectifs – en fonction de leurs propres besoins – et assurer ainsi une utilité durable des résultats. Ce critère implique bien entendu une certaine affirmation et

un renforcement du pouvoir des bénéficiaires, qui leur permettent de faire intervenir leurs intérêts et leur savoir.

En outre, souligne Reto Wieser, il est important de rappeler que la méthode d'appréciation de l'efficacité n'est pas un instrument abstrait conçu à Berne, mais qu'elle se voit, en règle générale, appliquée à des projets concrets en fonction d'exigences qualitatives. C'est-à-dire que cette méthode est adaptée aux projets suivant les situations.

### **Deux poids, deux mesures**

L'objectif premier de la coopération avec un pays est atteint lorsque ce pays est à même de remplir ses besoins de façon autonome. Il est en mesure d'assurer la formation de sa population, d'acquérir les technologies et les biens nécessaires, ou de mettre en place ses infrastructures sans devoir recourir à un soutien non remboursé ou dépendre de conditions financières avantageuses. En fait, la coopération se montre vraiment efficace lorsqu'elle se rend elle-même superflue.

Mais aujourd'hui la mondialisation ne fait que renforcer l'écart entre pays riches et pauvres. Les plus démunis rencontrent des difficultés croissantes à faire face à la concurrence. Comme le souligne Marco Rossi, la coopération suisse – comme celle des autres pays industrialisés d'ailleurs – est donc tenue de conférer à l'ensemble de ses rapports avec les intervenants la plus grande efficacité possible et d'investir ses moyens limités au mieux.

Dans ce contexte, il est aussi nécessaire d'améliorer la cohérence des activités. Ce thème a été traité par le Conseil fédéral dans les lignes directrices s'appliquant aux relations Nord-Sud de la Suisse dans les années 90, qu'il a adoptées en 1994. En substance, il s'agit de montrer les contradictions pouvant exister entre les objectifs de la politique de développement d'une part, et ceux d'autres politiques nationales d'autre part, et de trouver – dans la mesure du possible – des solutions qui s'appliquent de façon globale à la problématique du développement. Dans cette optique, une cohérence accrue contribue donc à renforcer l'efficacité globale de notre coopération au développement. Prenons des exemples: la Suisse soutient les pays du Sud et de l'Est dans leur effort de mise en place de mesures visant la conservation des écosystèmes locaux et globaux. Elle encourage

### **L'efficacité des actions de la Suisse**

a fait l'objet, l'an dernier, d'une étude approfondie de l'OCDE dont voici l'une des conclusions: «Des responsables dynamiques engagés dans une réflexion intellectuelle et soutenus par un personnel très qualifié dans les deux organismes (DDC, OFAEE), l'excellence de la politique et des opérations d'aide de la Suisse se reflétant dans la contribution de la Suisse à la discussion des thèmes d'actualité dans les organisations multilatérales et à l'amélioration de leur fonctionnement institutionnel.» (Development Cooperation Review Series, «Switzerland», DAC 1996, N° 20)



en outre, dans ces pays, une utilisation des ressources naturelles conforme à une bonne gestion de l'environnement. Alors même que le mode de consommation suisse se caractérise par un gaspillage des ressources et ne pourrait être adopté tel quel partout dans le monde. La contradiction est ici évidente: d'un côté, nous demandons aux pays en voie de développement de respecter l'environnement, de l'autre, nous ne prêtons pas l'attention requise à notre patrimoine naturel.

## Juste équilibre

Mais d'autres domaines aussi nous fournissent des exemples de contradiction. Il suffit de penser, dans un cadre légal, à la corruption de fonctionnaires étrangers chargés des achats. Les sommes reçues sont en effet déductibles fiscalement. Quant à l'exportation de matériel de guerre, elle est en contradiction avec la promotion de la démocratie au sein des sociétés en développement et avec le respect des droits de la personne. La Suisse est toutefois intervenue dans ces domaines, ou est en passe de le faire. Par le biais de taxes d'incitation en matière d'environnement, ou à travers l'initiative du conseiller national Werner Carobbio, en matière de corruption. Cette dernière réclame l'interdiction de la déduction fiscale des pots-de-vin. En ce qui concerne les armes, les Chambres fédérales ont revu la loi sur le matériel de guerre et le Conseil fédéral

s'engage actuellement en faveur de l'abolition des mines antipersonnel. Dans ce cadre, la tâche de la DDC est d'informer les politiques. Elle soutient par ailleurs dans le monde des projets concrets de déminage et de sensibilisation aux problèmes des mines. En résumé, une politique impliquant de renoncer à une partie de la solution sera rarement efficace. Les problèmes ne peuvent en effet être résolus à l'échelon uniquement local ou global. Seules la collaboration et la prise en compte des différents niveaux et aspects d'une activité permettront d'atteindre l'efficacité la meilleure pour tous les participants.

*\*Marco Gehring est journaliste libre  
(De l'italien)*



Tom Lindor

Des réussites au palmarès de l'aide au développement depuis 1960: la mortalité infantile a diminué de moitié; l'espérance de vie moyenne a passé de 42 à 62 ans; le manque de nourriture a été réduit d'un tiers et l'accès à la scolarisation a progressé d'un quart.



van / Sumner / Sigma



Tout le monde ne porte pas le même regard sur l'efficacité. Nous avons recueilli la vision de trois personnalités du Sud ou fortement liées à ces régions. Elles voient la réalité de l'aide au développement à travers le filtre de ceux qui, d'une certaine façon, se sentent de l'autre côté.



# Une goutte d'eau, un poisson et l'hôpital de Managua

Le peuple brésilien regarde la télévision qui véhicule la culture nord-américaine: culte de la réussite et du revenu, agrémenté de beaucoup de sexe et de violence. Nos feuilletons télévisés reflètent les mêmes valeurs. Nous assistons à une tentative visant à faire passer le phénomène de la mondialisation pour une fatalité. Pourtant, nous sommes en passe de dégager les bases opérationnelles qui nous permettront de sortir de la marginalité et de conclure des alliances avec d'autres peuples. Nous devons créer un projet ancré dans la culture qui est la nôtre. C'est ce qui nous permettra de dialoguer avec d'autres peuples et d'élaborer une solution alternative valable. La mondialisation est un état de fait; il ne tient qu'à nous de nous y adapter dans le cadre d'un projet qui nous est propre.  
(Piragibe Castro Alves, économiste brésilien, in AAVV, «Guerre économique», 1997)

(mg) **Le regard critique et complémentaire d'Hector Pabst, Chilien** et seul secrétaire représentant des pays du Sud auprès d'une organisation non gouvernementale (ONG) suisse.

De retour d'un voyage de deux mois en Amérique latine, où il a eu la possibilité de prendre connaissance d'une trentaine de projets en cours au Chili, en Bolivie, au Nicaragua, au Salvador et au Guatemala pour le compte de Solidarité Tiers-monde (l'une des ONG tessinoises reconnues par la DDC), Hector nous a confié ses impressions.

«L'efficacité n'existe pas.» Pourquoi? «Parce que, malgré tout, les efforts consentis représentent une goutte d'eau dans un seau vide.» Un jugement sévère, mais découlant de la constatation que les pays du Sud pourront difficilement devenir indépendants de l'aide extérieure, tant qu'un commerce équitable et solidaire peinera à s'imposer. Prenons un exemple, le Chili est le premier producteur mondial de cuivre, mais le prix de ce métal est fixé à Londres, sans que le pays qui le produit puisse intervenir directement sur les cours.

Quant au phénomène de la mondialisation, qui n'épargne certes pas les sociétés occidentales, il faut toutefois s'attendre à ce qu'il handicape d'abord les pays pauvres. Les problèmes internes des pays plus riches, qui doivent faire face aux déficits publics et au chômage, risquent en outre de ralentir encore le flux des soutiens accordés.

Mais l'efficacité peut être examinée à l'aune de différentes approches: non seulement du Nord vers le Sud, mais aussi du Sud vers le Nord. «L'expérience de nos volontaires, explique Hector, est fort riche. Plus impliqués dans la vie locale que les acteurs de la coopération, les volontaires de

notre organisation reviennent au pays forts d'un bagage humain, culturel et linguistique qui les enrichit non seulement au niveau spirituel, mais aussi professionnel.»

«Une plus grande soif de savoir face à la sagesse des pays du Sud est un aspect de l'efficacité qui pourrait enrichir les pays du Nord en matière d'aide au développement. Afin d'atteindre un équilibre, il est nécessaire que les pays du Nord changent de mentalité à plusieurs égards: en matière de respect des ressources naturelles, de frein à la consommation et, surtout, il convient de revoir nos valeurs, pour vraiment renoncer à cette rationalité productiviste, dominée par le culte de la performance économique, et inventer de nouveaux espaces de légitimité sociale.»

**Serafin Rodriguez, Ambassadeur de Cuba** à Berne, rencontré au Monte Verità à Ascona, insiste sur la complémentarité entre aspect humain et matériel. Une coopération efficace en faveur du développement doit savoir associer la solidarité politique et humaine à la solidarité matérielle.

En reprenant les concepts de base de l'aide au développement, il souligne encore le fait qu'un projet est efficace dès lors qu'il résout des problèmes non seulement conjoncturels, mais aussi structurels, donnant à ses effets un grand rayonnement. En espagnol, il existe un vieil adage qui dit: «Tu ne dois pas m'offrir un poisson, mais me donner une canne à pêche et m'enseigner à pêcher.» Il faut donc faire en sorte que l'aide fournie contribue à rendre autonome son destinataire. Créer autonomie et indépendance, voilà la base de tout projet qui se veut efficace.



Pas plus que le Chili, principal producteur mondial de cuivre, la Bolivie n'est en mesure d'influer sur la fixation du prix des produits issus de ses mines.



Peter Mc Farnen

8

9

**Franco Cavalli, professeur, médecin et parlementaire,** se situe depuis des années sur le devant de la scène de l'aide au développement avec son ONG « Association pour l'aide sanitaire en Amérique centrale ». Selon lui, les principaux facteurs méthodologiques qui permettent d'évaluer l'efficacité d'un projet sont au nombre de trois : quantification des retombées d'un projet, quantification du transfert de connaissances entre celui qui fournit l'aide et celui qui la reçoit et quantification du nombre de personnes formées au cours du processus et qui assureront la formation à long terme. Au fond, il s'agit d'indicateurs qui mesurent le degré d'indépendance qu'un pays parvient à atteindre à travers l'aide fournie. L'efficacité ultime serait atteinte une fois que la coopération devient inutile. Un bon exemple de cette approche nous est donné par l'hôpital pédiatrique de Managua qui, après des interventions s'étalant sur dix ans, est en mesure de fonctionner parfaitement, de façon autonome. On peut remédier au déséquilibre Nord-Sud en suivant deux axes principaux : le développement éco-

nomique et le développement des connaissances. Mais il faut de toute façon, et c'est là un préalable indispensable, que les termes du commerce mondial changent de manière radicale. Car, s'ils renforcent la polarisation entre riches et pauvres au sein de nos propres sociétés, au niveau mondial, leurs effets sont encore plus pernecieux. Par ailleurs, le Dr Cavalli rappelle que, d'une part, toute coopération efficace doit impliquer le gouvernement du pays bénéficiaire, afin de garantir un bon fonctionnement à long terme, et que, d'autre part, les ONG doivent demeurer indépendantes, si l'on veut éviter qu'elles ne deviennent le prolongement d'un gouvernement et si l'on veut travailler le plus possible avec la population. Enfin, il est essentiel de conserver en tout temps un certain esprit critique et autocritique.

« Une coopération efficace, attentive au respect des cultures locales et reposant sur le développement durable demeure certes fonction des moyens disponibles. Toutefois, il faut être conscient du fait qu'il existe une différence énorme entre l'argent investi dans les pays du Sud par les nations occidentales, dans un esprit d'entraide, et les sommes investies par des multinationales à des fins lucratives. »

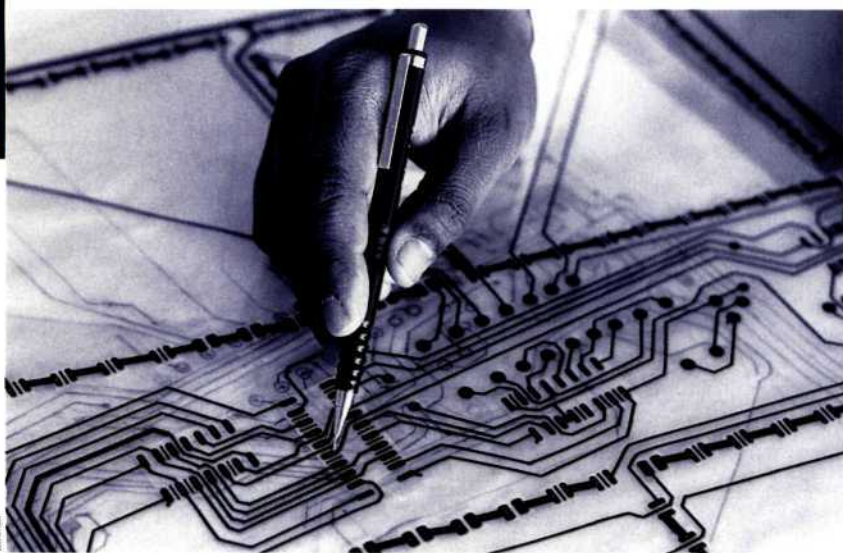


Tom Linde



Si les projets de la DDC, axés sur l'économie et menés à bien à l'échelon local ne peuvent exercer une influence directe à l'échelle macro-économique, ils sont aussi conçus pour rendre les économies locales aptes à se défendre de manière autonome face aux conséquences de la mondialisation. A l'instar d'un navire qui doit savoir s'adapter à l'imprévisibilité des vents et des marées, un programme de coopération internationale s'inscrit toujours dans des structures locales dont la stabilité ne peut être pronostiquée avec certitude. La capacité de réorienter rapidement une démarche est donc fondamentale pour l'efficacité d'un projet.

# Le destin mouvementé d'un projet



(mg) Au cours des années septante, le gouvernement malgache, préoccupé par la dégradation alarmante du Menabe, la région occidentale de l'île, a requis le soutien de la coopération suisse pour une action de développement et de sauvegarde des ressources naturelles. Il s'agissait de mettre un frein à la déforestation entraînée notamment par le besoin de nouvelles terres destinées à la culture des céréales et du manioc. Ces terres étaient en effet plus rentables que celles déjà surexploitées, déboisées lors d'une pré-

cédente action de déforestation.

Depuis la mise sur pied du Centre de formation sylvicole professionnelle de Morondava en 1979, problématique et contexte ont évolué. Si, à l'origine, on cherchait à instaurer un modèle d'exploitation rationnel de la forêt primaire, aujourd'hui la nouvelle approche repose sur la valorisation et la sauvegarde des zones déboisées. Elle suppose la participation active des communautés villageoises. Au cours du projet, l'établissement de contacts, la naissance de réseaux de partenaires se sont révélés toujours plus importants et ont permis de lancer des dynamiques régionales de développement rural concrètes.

## Les objectifs ont pu suivre une orientation précise

Au cours des deux prochaines années, ils devraient se concentrer sur quelques facteurs: l'amélioration de la capacité de gestion et de négociation des organisations paysannes en vue d'une autonomie plus nette, l'accroissement de la participation des communautés villageoises à la gestion des forêts domaniales et le renforcement des synergies régionales. Or, si l'efficacité d'un tel projet peut être quantifiée – au travers du nombre d'arbres sauvés – elle doit par ailleurs être mesurée, sous l'angle d'un développement durable, à l'aune de la participation des paysans et en fonction du degré d'autonomie atteint. Le



mouvement des organisations paysannes s'est consolidé, le taux de participation par village est élevé, les demandes d'adhésion vont croissant et les stratégies économiques soutenues par les organismes locaux permettent aux paysans d'améliorer leur situation, notamment grâce à la commercialisation de produits agricoles plus rentables. En ce qui concerne la forêt primaire, au-delà de l'endiguement de la déforestation, il faut relever une forme de gestion participative différente pour les forêts domaniales de la part des communautés villageoises. Cette forme d'organisation n'avait pas été prévue dans le cadre de la planification, mais elle s'est révélée être la voie la plus praticable d'une gestion responsable et durable des forêts de demain.

Enfin, les soutiens obtenus en vue de la création et du fonctionnement du Comité local et du Comité régional de développement (CRD) de Morondava ont permis en 1996 à ces deux organismes de devenir opérationnels. Le CRD a entre autres déjà mis au point et lancé partiellement des projets avec la Banque mondiale.

Jürg Frieden, responsable de la zone géographique de l'Afrique orientale auprès de la DDC, relève que ce projet illustre parfaitement la façon d'appréhender l'efficacité de la coopération. En effet, il ne s'agit pas uniquement de trouver des solutions alternatives à la déforestation et de distribuer des graines d'arachide pour cultiver des terrains déjà existants, en identifiant parallèlement des débouchés rentables,

pour éviter que les paysans ne soient économiquement pénalisés par l'introduction de mesures écologiques. Non, la portée et, par conséquent, l'efficacité du projet en question sont beaucoup plus étendues et vont bien au-delà, dès lors que le projet est pris en charge dans sa totalité et géré par les bénéficiaires eux-mêmes. Ainsi, la possibilité de voir ce type de développement perdurer est bien réelle.

Ces résultats ont pu être obtenus, en partie, parce que les objectifs ont été revus, ces dernières années. Par le biais d'une activité de monitoring, l'on s'est davantage concentré sur la qualité de l'action, sur les processus de travail, de coopération et d'apprentissage. En rétrospective, on peut dire être passé d'un système d'évaluation de l'efficacité a posteriori à des instruments de planification, d'appréciation et de monitoring encadrant en permanence les différents processus de développement. On ne se demande plus seulement si l'on utilise la bonne façon de faire, mais si l'on agit pour le mieux.



Monitoring : en plus d'une quantification précoce des résultats, on prend en compte les processus de travail, de coopération et d'apprentissage. En fin de compte, c'est l'analyse de l'interaction entre les coopérants et la population locale concernée qui permet de rectifier le cap, d'augmenter l'impact de nos interventions et d'influer davantage sur le contexte général. (in « Monitoring – garder le contact avec la réalité », DDC, juillet 1997)

10

11



Zama Anad



# Le pouvoir de l'implication personnelle



De tous les projets de coopération, ceux qui reposent sur la formation - un capital dont la valeur est incalculable - présentent un caractère particulier. Ils fournissent en effet aux bénéficiaires une autonomie potentielle plus immédiate que d'autres types de projets. Stefan Denzler, directeur des programmes en Amérique latine pour Swisscontact, et Oliviero Ratti, responsable de la nouvelle Fondation éducation et développement au Tessin, ont à traiter de leur efficacité au sein de leurs activités. Ils nous livrent leurs points de vue, différents et complémentaires.

(mg) Swisscontact est une fondation indépendante, créée en 1959, active dans le domaine de la coopération et du développement. Ses objectifs sont la promotion du développement économique durable, socialement et écologiquement viable, dans certains pays du Sud et de l'Est. L'activité de Swisscontact se concentre sur la formation professionnelle, sur l'amélioration de la compétitivité des secteurs de l'artisanat et de l'industrie, tout comme sur l'endiguement des menaces pesant sur l'environnement dans les villes.

**Stefan Denzler, pouvez-vous nous expliquer brièvement en quoi consiste le projet « Formation mixte » en Bolivie ?**

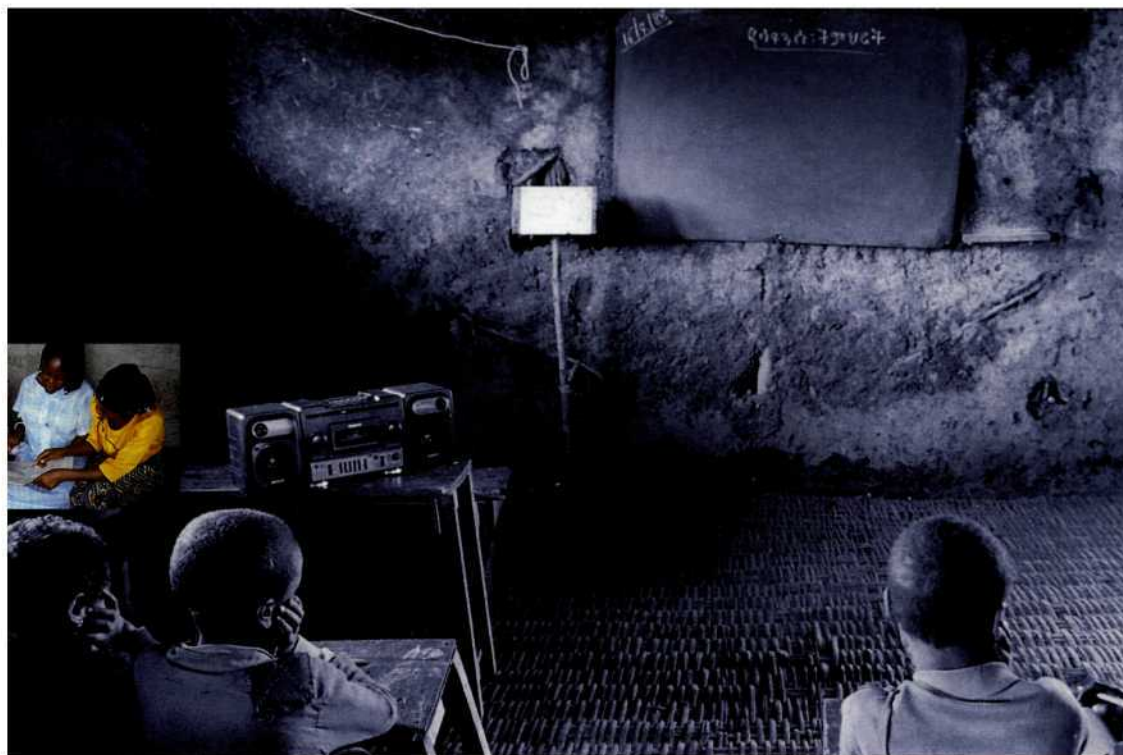
En Bolivie, l'un des pays les plus pauvres d'Amérique du Sud, il existe une pénurie chronique de main-d'œuvre spécialisée. L'enseignement théorique dispensé dans les universités, de toute façon très coûteux, et les cours du soir, dont la qualité laisse à désirer, ne permettaient pas de former des techniciens qui soient rapidement opérationnels dans l'industrie locale. Depuis 1973, le projet, géré par la Direction du développement et de la coopération, s'efforce de combler cette lacune en proposant une formation mixte, qui combine l'apprentissage pratique sur le lieu de travail et l'enseignement théorique d'écoles professionnelles disposant d'infrastructures techniques appropriées. La réalisation de ce projet englobe la participation de nos partenaires locaux, et cela à trois échelons : les industries du secteur auto-

mobile, du bois et du métal, les INFOCAL (Instituto de Formación y Capacitación Laboral) écoles professionnelles financées par les entreprises locales à La Paz, Santa Cruz et Tarija, et, enfin, le Ministère de l'instruction.

**Lorsque vous évaluez ce projet de formation, quels sont les critères d'efficacité que vous utilisez ?**

Nous essayons d'être très pragmatiques. L'aspect quantitatif joue bien sûr un rôle important. La formation de personnel qualifié, en mesure de travailler dans n'importe quelle entreprise du monde, et donc pas seulement en Bolivie, a également une grande valeur. Elle donne en effet la possibilité concrète à l'individu de prendre son destin en main. Ensuite, il faut tenir compte d'une efficacité interne au projet nous permettant de multiplier le nombre de personnes qui peuvent bénéficier d'une formation à travers la même infrastructure. Mais notre projet de formation ne pourra être jugé réellement efficace que lorsque l'ensemble du processus - de l'information relative aux modalités de formation possibles, à l'organisation d'examens d'admission, en passant par la sélection du personnel compétent, sans oublier surtout la manutention des infrastructures techniques - fonctionnera sans besoin d'aucune intervention de notre part. Et c'est justement sur cette phase du projet que nous nous concentrons actuellement.





Didier Ruef / Network

Swisscontact est aussi active dans le domaine technologique. Ce qu'elle propose n'est autre que le mélange de technologies et mentalités typiquement occidentales. N'y a-t-il pas un risque d'occidentalisation, pour ainsi dire, du pays ?

Jusqu'à un certain point. N'oublions pas cependant que nous vivons à l'ère de la mondialisation et que si nous ne collaborons pas en vue d'intégrer activement les pays du Sud au sein de ce processus mondial, leurs chances d'améliorer leur situation seront sans aucun doute bien plus réduites. Je vous rappelle que nous sommes surtout actifs dans les villes, où une certaine technologie est déjà latente. Quoi qu'il en soit, l'aide au développement assume un rôle important à cet égard, car elle fournit aux gens, surtout dans le cadre des programmes de formation, les moyens de faire face à la mondialisation.

Oliviero Ratti jouit d'une grande expérience de terrain à Haïti dans le domaine de l'alphabétisation. Il nous explique comment se définit un processus de formation efficace.

Où commence l'efficacité et quels sont ses préalables ?

Mettons tout de suite une chose au clair. L'aide au développement est une relation qui repose sur le consentement de celui qui donne et de celui qui reçoit ; il s'agit d'un échange profond entre la culture et les valeurs de celui qui fournit l'aide et de celui qui la reçoit.

Pouvez-vous nous donner un exemple concret ?

A Haïti, j'ai dirigé un programme d'alphabétisation qui s'adressait à des adolescents, des adultes, des femmes et des hommes dans un contexte rural. Au-delà du travail de motivation, nous avons beaucoup travaillé à la mise au point d'un matériel didactique axé sur leur culture, sur le chant et sur le théâtre, en intégrant un savoir étranger au savoir local. Cette

année, Beto Baobas, un auteur-compositeur brésilien, a repris sur CD un texte que nous avions conçu, il y a très longtemps, comme du matériel didactique.

Alors, selon vous, l'enjeu de l'efficacité d'un projet se situe, au fond, au début de tout projet de coopération ?

Mais évidemment. Je vais vous donner un autre exemple. J'ai participé à un projet qui consistait à soutenir un groupe de personnes dans la structuration économique de leur activité, à gérer leur argent. Essayez de vous représenter un groupe de paysans analphabètes, auquel s'adresse un étranger expert en gestion. Le concept d'épargne, par exemple, a tout de suite posé problème, car c'est un concept à nous, auquel ce groupe de personnes n'était pas habitué. Tant qu'il n'y a pas un processus de négociation et de formation permettant d'intégrer notre savoir au sein du fonctionnement d'une méthode locale, il n'est pas possible de parler d'efficacité.

Quels sont les autres aspects qui vous semblent importants, surtout dans le domaine de la formation ?

Dans le cadre de mon travail, j'ai appris qu'il ne suffit pas de prendre un ton détaché de technocrate. Le degré d'implication émotionnelle dans les relations personnelles joue un rôle très important. Très souvent, l'on se retrouve en face de personnes qui sont totalement démotivées, démoralisées et en proie à un grand sentiment d'infériorité. Et, à cet égard, l'émotion d'un instant, la chaleur d'un moment peut se révéler efficace à long terme. Ce sont peut-être des détails, à vos yeux, mais la capacité de celui qui fournit l'aide de relever la confiance en soi, l'estime de soi chez l'autre, est tout à fait essentielle. Quand on dresse des bilans chiffrés, on risque parfois d'oublier la valeur de chaque individu.

Au cours des dernières années, la DDC a consacré de nombreuses publications au thème de la planification d'un projet de coopération. Parmi celles-ci, nous signalons « Planifier en dehors des sentiers battus », dont nous citons une phrase éloquent, page 6 : « Une priorité : apprendre à planifier avec la tête et avec le cœur. »

12

13



Peter Mc Farnen

Les critères économiques, certes nécessaires, ne suffisent pas à déterminer l'efficacité de la coopération. D'après Oliviero Ratti, l'économie doit en tout temps demeurer au service de l'indépendance sociale, politique et culturelle.



# Viêt-nam

De retour d'un voyage en Europe de l'Ouest, Bao Ninh, l'un de nos écrivains les plus célèbres, raconte aux lecteurs d'un quotidien local que son passeport suscitait un intérêt aimable à chaque frontière. Comme d'autres de sa génération, Bao Ninh n'échappe pas toujours à un certain optimisme. De dix à quinze ans plus jeune, notre génération, elle, ne s'y adonne pas. Mais nous sommes sûrs d'une chose : le Viêt-nam possède des caractéristiques originales. Au point que ceux qui connaissent le pays ne peuvent plus s'en passer et que ceux qui désirent le connaître en font une obsession. Que l'occasion se présente, je vous le prouverai. Même si c'est un défi.

Je suis de Hanoi. En ce moment, l'automne fait défiler sur la capitale ses jours beaux et tristes. Alors on peut se permettre de rêver, de flâner interminablement et sans but – enfin, rien de bien raisonnable. Comme, par exemple, ce à quoi je suis en train de penser, et que je vous raconte.

Ce matin, j'ai dit à mon chef : « Ecoute, je vais interviewer le vice-ministre de la culture, à propos du Grand Théâtre municipal, hein ? » Le Sommet de la Francophonie aura lieu bientôt, et c'est au Grand Théâtre que se dérouleront les conférences de presse et les spectacles culturels. Cela fait deux ans que notre Théâtre est en rénovation, les travaux les plus importants depuis la construction de l'édifice en 1901 par les Français. Cette rénovation suscite l'intérêt du public, et fait naître des rumeurs. « C'est en tant qu'artiste et Hanoïen et non en tant qu'administrateur que je suis heureux », dit le vice-ministre de sa voix douce mais fière, « car notre Grand Théâtre est une perle sans comparaison dans la région. L'utiliser à l'occasion de ce grand Sommet nous permet d'apaiser notre sentiment d'infériorité. » La « région » que mentionne le vice-ministre, c'est les pays de l'Asie du Sud-Est, ou encore le « bloc » de l'ASEAN. Depuis quelques années, ce sigle se retrouve souvent dans nos paroles, dans nos écrits, reflétant ainsi l'intégration nouvelle et multilatérale du Viêt-nam, intégration économique, sociale et culturelle. Mais intégration donne aussi lieu à comparaison : sommes-nous supérieurs, inférieurs ? Singapour est connu pour sa propreté, l'Indonésie pour sa population nombreuse, le Viêt-nam peut être fier de sa riche culture, la Thaïlande excelle en sport mais son trafic automobile n'est un exemple ni pour Hanoi ni pour Hô Chi Minh-Ville. Un proverbe vietnamien dit : « On vend la parenté lointaine pour acheter le voisinage proche », ou encore « Il faut voir loin et large ».

Le vice-ministre interviewé n'est pas du genre à hésiter à dire non ni à avouer qu'il ne connaît pas la réponse à une question. « Si vous voulez parler d'architecture ou de construction, adressez-vous aux

architectes ou aux maçons. » Ne se donnant pas l'air d'une encyclopédie comme le font la plupart des cadres supérieurs, il me semble homme de sincérité. C'est en vain cependant que j'ai attendu au cours de l'entretien que le vice-ministre fasse preuve de modestie car, quoi qu'il en soit, il est chargé de fonctions fort importantes. Chanteur lyrique estimé, bien formé en URSS comme la plupart des meilleurs artistes symphoniques de sa génération, il a Pavarotti pour idole.

Mon chef est un bon type, mais dans ses fonctions de rédacteur en chef, il sait comme tous les autres confrères jouer avec la politique – et avec les mots. Au Viêt-nam, la censure de la presse diffère de celle des autres pays. Une fois, mon chef s'est fait passer un savon par son supérieur : « Ton journal devrait changer. Pourquoi mets-tu les nouvelles politiques importantes en dernière page alors que tu remplis la une de futilités ? » Vivement, mon chef se disculpe : « C'est que mon journal jouit de la préférence des lecteurs qui aiment lire de bas en haut, et de la fin au commencement. » Comme tous les autres rédacteurs en chef, le mien compose aussi des poèmes. D'ailleurs, nous nous disons souvent entre nous que tout le pays est en train de se faire poète. C'est rare, un peuple entier qui se passionne ainsi pour la poésie !

De retour du Ministère de la culture, je me remets à mon travail, routinier et monotone : lecture des articles des collègues, ainsi que du courrier des lecteurs ; priorité aux plumes fameuses ou familières, puis à celles qui s'adressent à nous depuis des régions éloignées. La différence est considérable entre la ville et la campagne, entre les régions de Hanoi ou Hô Chi Minh-Ville et le reste du pays. Les provinces éloignées sont confrontées à de nombreuses difficultés, elles sont désavantagées. En matière de culture notamment. La télévision est le seul moyen de distraction qui touche l'ensemble du territoire – mais la télévision vietnamienne est quelque peu... arriérée par rapport à ses voisins de la région. Hue, Da Lat font partie des plus belles villes du Viêt-nam ; Hue est même reconnue comme un élément du patrimoine culturel mondial. De plus, le pays est relativement petit, et chaque talent, fut-il modeste, devrait pouvoir rapidement être connu du Nord au Sud. Et pourtant ! Ce même petit pays fut coupé en deux durant plus de vingt ans ; vingt ans de séparation entre épouse et époux, entre père et fils. L'histoire ne se répétera jamais, nous l'espérons, car ce fut le pire de nos cauchemars. L'un de mes parents est tombé la veille de la libération de Saigon. Son corps introuvable, cela fait plus de vingt ans que toute ma famille le cherche, recourant même dans un espoir aléatoire aux voyants et aux magiciens les plus



# une esquisse floue

réputés; il ne s'agit que de duperie, on le sait bien, mais petit espoir vaut mieux que grande désespérance. On ne peut oublier la guerre.

Mon journal, l'Avant-garde, détient le monopole de l'organisation des concours de beauté qui se déroulent tous les deux ans depuis 1988. Souvent présente dans les coulisses, je sais bien que les candidates ne sont pas aussi belles qu'on le croit de loin. Hormis sur scène, les Vietnamiens ne sont guère habiles à se mettre en valeur. Pour eux, seule est incontestable la qualité d'un travail laborieux et assidu. Hanoi a abrité un peintre de grand renom, Bui Xuan Phai, décédé il y a dix ans déjà. Une partie de son œuvre se trouve dans un musée édifié spécialement pour lui par un collectionneur privé – une exception dans le monde de la peinture vietnamienne. Pour le reste, les toiles de Phai peuvent être acquises, pour plusieurs dizaines de milliers de dollars. Phai vécu cependant une existence modeste, surtout durant la période où il peignit ses fameuses « peintures face au mur », tableaux inacceptés, ou invendables. Durant plusieurs années, ce furent les piqûres de sa femme qui le nourrissent! En effet, sœur d'un poète mais aussi infirmière amateur, elle put tirer un revenu des injections qu'elle pratiquait, les profits découlant du renom du grand peintre n'étant venus que bien après. La pauvreté passée, la vieille femme a cependant continué à pratiquer son art jusqu'à l'âge de 70 ans, auprès de clients peu nombreux mais fidèles – au prix de 2000 Dongs la piqûre. Elle a confié qu'elle aurait pu travailler toute la journée, mais qu'elle « tenait à préserver son honneur, ainsi que le temps nécessaire pour visiter les pagodes, les amis et les parents »...

J'ai un petit frère, de plus de vingt ans. Il rêvait de partir gagner sa vie à l'étranger et nous avons dû faire appel à toutes nos relations privées et professionnelles pour qu'il puisse faire partie des quelques milliers d'hommes choisis pour partir en Corée du Sud. A son départ, il a déclaré: « Pas de raison pour rentrer au pays », alors même que son contrat de travail n'était que de deux ans. A peine huit mois plus tard, il nous confiait: « Rien ne me retient; je rentrerai sitôt écoulée la première année. » Ce pauvre jeune homme ne se doutait pas qu'à trente kilomètres seulement de Séoul, les ouvriers travaillaient 17 heures par jour sans mesures de sécurité, que les accidents de travail étaient fréquents, que l'eau chaude manquait en plein hiver, que les bains n'étaient autorisés que tous les cinq jours et que la lessive devait être séchée sur des feuilles de journal étendues sur l'herbe... Rêve d'un nouveau destin, éclaté comme une bulle de savon... Parfois, nous reprochons à l'Etat de ne pas aider autant que d'autres les jeunes dans leur recherche d'un emploi. Pourtant, personne ne peut nier les changements économiques, sociaux,

culturels qui se sont produits au cours de la dernière décennie. Je dois dire pourtant que moi-même, durant de longues années, je n'ai pas été influencée par ces changements. Les grands événements n'attiraient que modérément mon attention. Pourquoi? Sans doute par manque d'amour. Depuis longtemps, je suis privée d'amour et cela rend ma vie pénible. Trinh Cong Son, le prince de la chanson d'amour, écrit que « les amours me quittent comme s'écoulaient les sources... » Dans mes amours passées, c'est moi qui fus fuyante et dégoûtée, lassitude et amertume pesant sur moi plutôt que sur mes compagnons. Trinh Cong Son poursuit en disant que « l'amour est comme un explosif qui brise les cœurs aveugles... »

Alors maintenant, si quelqu'un venait de loin me demander: « Quelle est pour vous la chose la plus difficile à découvrir? » je lui répondrais: « L'amour. Car parmi plus de 70 millions de Vietnamiens je n'ai pas su en découvrir un seul qui me corresponde. » « Et la plus facile? » « Très simple, c'est ce que je vous ai déjà raconté, bien que cela n'en soit qu'une faible part... »

*Duong Phuong Vinh  
(Du vietnamien)*



**Duong Phuong Vinh**

Après des études de littérature à l'Université nationale de Hanoi, Duong Phuong Vinh est depuis sept ans journaliste au magazine « Avant-garde ». Elle porte dans cette publication pour les jeunes un regard critique et analytique sur le Vietnam. « Un seul monde » lui a laissé carte blanche pour nous parler d'un pays où les jeunes sont aujourd'hui majoritaires.

14

15



# Les aléas d'un dévelo

Petit Tigre dans une jungle où opportunités et dangers se côtoient, le Viêt-nam, après des décennies de guerre, cherche à entrer dans le monde moderne. Ce pays communiste a fait décoller son taux de croissance en s'ouvrant à l'économie de marché. On parle d'un développement vertigineux – reste à savoir si le peuple vietnamien a vraiment dépassé le temps des épreuves pour trouver une paix réelle. De Gabriela Neuhaus.\*



Daniel Schwartz

Take a way – «Trouve une voie», telle est l'enseigne du petit magasin de plats à l'emporter du coin, dans un quartier de Berne. Ce jeu de mots traduit la philosophie de Kim et Xuân Tran, qui proposent tous les jours leurs spécialités vietnamiennes, telles que rouleaux de printemps frais, délicieuses crevettes en beignets ou canard rôti. Cette cuisine ressemble à la chinoise, affirme Kim; seulement, elle est moins grasse. Et sa clientèle suisse apprécie, ajoute-t-elle en souriant. Kim et son mari sont originaires de l'ancien Viêt-nam du Sud. Saïgon, leur ville natale, se nomme aujourd'hui Hô Chi Minh-Ville. Malgré sa

nostalgie, Kim ne voudrait plus retourner y vivre. Ses souvenirs sont trop horribles, et le pays a subi trop de transformations entre temps. Fuyant la guerre avec son mari et ses deux enfants, il lui a constamment fallu trouver une voie au cours des vingt dernières années. Se construire une existence en Suisse n'a pas été simple.

Take a way – or go for a trip; c'est désormais la devise adoptée par un nombre croissant de touristes. Ils ont été l'an passé plus d'un million à se laisser tenter par les agences de voyages. Longtemps synonyme dans notre esprit de guerre et d'atrocités, le Viêt-nam



# pement impétueux

passé aujourd'hui pour « un des plus beaux pays du Sud-Est asiatique ». La littérature prolifère, les éditions Lonely Planet ou les guides Dumont invitent par le texte et l'image à visiter cette contrée apparemment paradisiaque, où le touriste découvrira « de majestueuses villes impériales, des pagodes bouddhiques et des temples taoïstes », aussi bien que « trois mille kilomètres de côtes intactes avec des plages sans fin, des dunes de sable, des lagunes et de spectaculaires formations rocheuses ».

## Le riz : abondance et pénurie

Cette nature exceptionnelle est un capital important pour la jeune industrie touristique du Viêt-nam. Les côtes aussi, bien que les régions de montagne soient encore relativement intactes. La population du pays se concentre essentiellement sur deux vastes deltas. Le plus densément peuplé est celui du Mekong, centre agricole et industriel du pays, où la croissance économique est également la plus forte ces dernières années. La seconde grande agglomération se situe dans le nord à l'embouchure du fleuve Rouge, autour de la capitale Hanoi. C'est en 1986 que le régime communiste du Viêt-nam, lâché par l'Union soviétique et confronté à la misère croissante de sa population, a changé de politique économique ; le pays réalise depuis lors des taux de croissance fabuleux.

Le programme de réformes Doi moi vise à transformer l'ancienne économie planifiée en une « économie de marché socialiste ». Sous un contrôle rigoureux du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, les entreprises d'Etat sont maintenant privatisées, les agriculteurs acquièrent leur autonomie, les écoles et les soins médicaux ne sont plus gratuits comme auparavant. Cette libéralisation a provoqué un boom économique, et le Viêt-nam a brusquement fait figure de petit Tigre du Sud-Est asiatique. Sa croissance a régulièrement dépassé 8 pour cent entre 1992 et 1995, période durant laquelle la production industrielle a progressé de 11 à 15 pour cent, la production agricole de 4,5 pour cent et le secteur tertiaire de 8 pour cent en moyenne. Mais peu de gens en profitent. La grande majorité de la population subit principalement les répercussions négatives de cette évolution. Les frais de scolarité et le manque de soins médicaux à la campagne frappent surtout les pauvres.

La production de riz reflète bien le caractère profondément contradictoire du processus de modernisation tel qu'il se déroule au Viêt-nam. Le riz est à la fois denrée alimentaire fondamentale et produit agricole numéro un du pays. Exportant plus de deux millions de tonnes de riz par année depuis la libéralisation de son marché céréalier, le Viêt-nam est devenu le troisième fournisseur dans le monde, der-

rière la Thaïlande et les Etats-Unis. Le riz constitue avec le pétrole le produit d'exportation le plus important du Viêt-nam, tout en étant une marchandise rare dans le pays même. Plus de la moitié de la population vietnamienne souffre de malnutrition : selon la FAO et la Banque mondiale, 51 pour cent des Vietnamiennes et Vietnamiens vivent au-dessous du seuil de pauvreté, ils consomment moins de 2000 calories par jour.

## Environnement menacé

Autre problème suscité par la croissance, les augmentations de la production agricole ont été obtenues ces dernières années à coups d'engrais et de produits chimiques. Aujourd'hui déjà l'on craint que cette production ne soit compromise par la contamination des sols, en particulier dans le delta du Mekong qui est la région la plus fertile et la plus peuplée du pays.

Comme dans les autres pays du Sud-Est asiatique, la croissance économique implique au Viêt-nam des coûts sociaux considérables et une menace pour l'environnement. Déboisement et pollution industrielle ne sont que deux facteurs parmi d'autres de cette amère réalité. Le petit Tigre a cependant l'avantage de la jeunesse : les dégâts ne sont pas aussi avancés qu'en Thaïlande ou aux Philippines par exemple.

Take a way : ce pays peut encore emprunter une voie modérée, affirment les experts tels que Konrad Specker, responsable pour le Viêt-nam à la centrale de la DDC à Berne. Une voie qui ne laisse pas la majeure partie de sa population dans la misère et qui s'inspire du fameux principe du développement durable. Comme disait le secrétaire général du parti communiste lors du dernier congrès à Hanoi : « Qui court trop vite s'effondre. »

\* Gabriela Neuhaus est journaliste libre  
(De l'allemand)

## Des chiffres et des faits

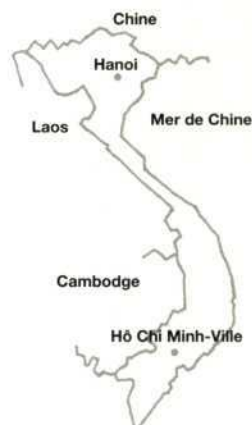
Superficie totale	330'369 km <sup>2</sup>
Plaine	25 %
Montagne	75 %
Superficie cultivée	90'000 km <sup>2</sup>
dont delta du Mekong	40'000 km <sup>2</sup>
dont delta du fleuve Rouge	15'000 km <sup>2</sup>
Côtes maritimes	3'444 km
Population	75 millions
Vietnamiens (Kinh)	90 %
minorités : 53 ethnies sur les hauts plateaux du Viêt-nam central	env. 7 millions

Croissance démographique	2,1 %
Population de moins de 14 ans	45 %
Espérance de vie	63,4 ans
Enfants sous-alimentés	41 %
Population rurale	75 %
Population citadine	25 %
Croissance annuelle de la population citadine	4,3 %

Grandes villes	
Hô Chi Minh-Ville	4,5 millions d'habitants
Hanoi	3,5 millions d'habitants

Taux de croissance (1995)	
Croissance économique	8,8 %
Exportations	35,5 %
Importations	14,5 %

Produits d'exportation les plus importants : pétrole, riz, poisson, textiles, charbon





## Suisse et Viêt-nam Corriger les effets néfastes du boom

Le Viêt-nam est depuis deux ans un « pays de concentration » de la coopération suisse au développement, et la DDC a ouvert un bureau de coordination à Hanoi en janvier 1995. D'ici l'an 2001, quelque 63 millions de francs devraient être affectés à des projets. Les programmes envisagés couvrent toute la région du Mekong, car les problèmes à résoudre ne s'arrêtent pas aux frontières du pays et concernent également le Laos, le Cambodge, la Birmanie et la Thaïlande. Mais leur centre de gravité se situe bien au Viêt-nam.

Le programme qui s'élabore actuellement a pour principaux objectifs d'apporter des appuis ciblés à la protection de l'environnement et au développement durable d'une part, et au processus de réformes politico-économiques d'autre part.

Les projets prévus dans ce sens portent sur l'urbanisation, la gestion des ressources et la formation – domaines qui présentent de sérieuses lacunes dues au développement effréné du pays, souligne Konrad Specker, responsable pour le Viêt-nam à la centrale de la DDC à Berne. Face à un pareil essor, la coopération s'emploie essentiellement à compenser les répercussions négatives du progrès et du développement. Les problèmes les plus urgents qu'implique la modernisation du Viêt-nam – et qu'il s'agit de neutraliser au mieux – sont la dégradation de l'environnement et l'aggravation des antagonismes sociaux.

## Historique : du Nam Viêt au Viêt-nam

208 av. J.-C.	Le général chinois Trieu Da fonde Au Lac dans la région du Viêt-nam du Nord, et se proclame empereur du Nam Viet.
1 <sup>er</sup> s. av. J.-C.	Le Nam Viet devient une province chinoise.
40 apr. J.-C.	Révolte contre les Chinois, le Viêt-nam devient indépendant et connaît une paix relative jusqu'au milieu du 19 <sup>e</sup> siècle.
1861	Les troupes françaises s'emparent de Saigon.
1883	La France divise le pays en deux protectorats (Annam et Tonkin) et une colonie (Cochinchine).
1890	Naissance de Hô Chi Minh dans le centre du Viêt-nam.
1919	Hô lutte pour l'autodétermination du Viêt-nam à l'occasion du traité de Versailles.
1941	Hô crée le Viêt-minh pour combattre les Japonais et les Français.
1946-54	Première guerre d'Indochine.
1954	Disparition de l'Indochine, le Viêt-nam est divisé.
1957	Seconde guerre d'Indochine – actions de sabotage et de terrorisme.
1963	Assassinat de Ngô Đình Diêm, chef du gouvernement du Viêt-nam du Sud. Les Etats-Unis interviennent.
1968	Offensive du « Têt », combats autour de Saigon, Huê et Khe Sanh.
1969	Conférence de Paris sur le Viêt-nam. Mort de Hô Chi Minh.
1973	Retrait des troupes américaines, accord de cessez-le-feu et contrôle international.
1975	Capitulation de la République du Viêt-nam (Viêt-nam du Sud).
1976	Réunification et proclamation de la République socialiste du Viêt-nam.
1978	Le Viêt-nam lance une offensive au Cambodge.
1979	Irruption de la Chine au Viêt-nam.
1986	Passage de l'économie planifiée à l'économie de marché.
1991	L'URSS cesse d'aider le Viêt-nam.
1992	Les Etats-Unis lèvent leur boycott commercial contre le Viêt-nam.
1997	Envoi d'un ambassadeur des Etats-Unis à Hanoi.

### Objets quotidiens

#### Du vélo au

#### « Honda dream »

« La guerre se gagne à vélo » – l'origine de ce dicton vietnamien saute aux yeux : pour jeunes et vieux, le vélo constitue un moyen de transport quasi universel, d'un bout à l'autre du pays. On voit tous les matins des milliers de gens affluer vers le centre de Hanoi en poussant leur bicyclette sur laquelle ils ont juché cochons, sacs de béton, légumes, paniers et autres objets plus ou moins encombrants. Pour les jeunes, ce symbole traditionnel de liberté, de mobilité, d'avenir, de joie de vivre cède progressivement la place aux motos légères – phénomène que le langage populaire résume très justement par « Honda dream ».

Daniel Schwartz







# Au-delà de la charité

Notre monde est fait de déséquilibres. Ainsi, un cinquième environ des habitants de la planète (les pays industrialisés) encaissent les quatre cinquièmes du revenu mondial. Les quatre autres cinquièmes de la population se contenteront-ils encore longtemps des 20 pour cent restants?

C'est peu probable! Eux aussi voudront saisir la chance d'améliorer leurs conditions de vie et d'accéder à une formation et à un emploi. Il est d'ailleurs dans notre intérêt qu'ils y parviennent. En effet, ce n'est que lorsque tous les membres d'une famille se portent relativement bien que cette famille peut vivre en paix et en harmonie.

Il ne suffit toutefois pas d'ouvrir son porte-monnaie pour être solidaire. La solidarité va plus loin. Il s'agit d'une attitude, d'une certaine sensibilité, de l'attention que l'on porte à l'autre et des occasions qu'on lui offre d'accroître ses chances. Cette solidarité a marqué l'histoire de la Suisse, tant lors de la création de la Confédération qu'au moment de la fondation de l'Etat fédéral il y a 150 ans. Surmontant toutes les inégalités, nous avons su unir nos destins. Et cette union a donné naissance à notre tradition humanitaire.

Aurions-nous oublié tout cela? Ne faudrait-il pas une nouvelle impulsion pour raviver cette solidarité, tant au niveau national qu'international? J'ai tout lieu de croire que nous devons initier ce mouvement, non seulement pour soutenir ceux qui ont besoin de notre solidarité, mais aussi pour servir nos propres intérêts.

*Walter Fust, Directeur de la DDC  
(De l'allemand)*



# La médecine contre la violence

Ebranlée par les combats, la population civile d'Afghanistan souffre aussi des carences du secteur de la santé. Pour lui venir en aide, l'Aide humanitaire de la Confédération envisage de renforcer le personnel de plusieurs hôpitaux dans la partie sud-est du pays. De Varuna Singh.\*



Zalmai Ayad

Les développements tragiques qu'a connus l'Afghanistan ces derniers mois sont loin d'améliorer les conditions de vie d'une population déjà fortement ébranlée par une guerre de plus de 18 ans. Coupé en deux par une ligne de front mouvante, le pays est la proie du brigandage et d'une insécurité grandissante. Les Talibans, qui contrôlent le sud-est de l'Afghanistan, s'opposent à une coalition au nord. De nombreux habitants des régions situées au nord de Kaboul ont donc cherché refuge dans la capitale. Jusqu'à présent, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a trouvé un terrain d'entente avec les belligérants, lui permettant de venir en aide aux civils. Présent sur le terrain depuis 1987, il est aujourd'hui considéré comme l'agence de soutien humanitaire d'urgence et dispose du soutien de la population.

En septembre 1997, six de ses collaborateurs ont toutefois été pris en otages à Mazar-i-Sharif dans la partie nord du pays, puis relâchés. Mais le CICR a continué à s'acquitter de diverses tâches: assistance médicale, distribution de nourriture, etc. L'Aide humanitaire de la Confédération a soutenu les activités d'urgence à hauteur d'1,2 million de francs en 1997. Un chirurgien du Corps suisse d'aide en cas de catastrophe (ASC) a en outre été mis à la dispo-

sition de l'organisation.

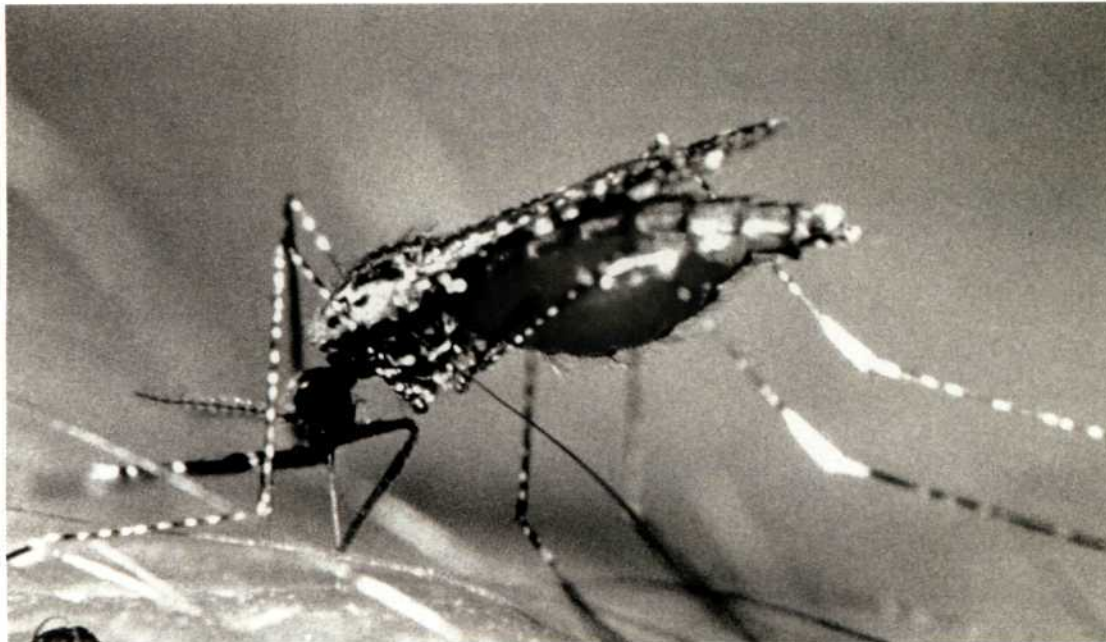
Mais désireuse de renforcer ses activités en Afghanistan, l'Aide humanitaire a procédé à l'évaluation des besoins et des domaines où ses compétences pourraient être utiles. Le secteur de la santé présente de nombreuses carences. Parmi les propositions à l'étude figurent donc le renforcement du personnel dans des hôpitaux.

Toutes les villes sont situées dans la partie sud-est du pays. Remis en état avec l'aide de l'ASC, le premier de ces hôpitaux est géré par le CICR depuis deux ans. Il joue le rôle d'établissement de formation des chirurgiens. L'Aide humanitaire envisage en outre de mettre du personnel sanitaire à la disposition du CICR, qui interviendrait selon les besoins.



# Traquer les Parasites

On le sait trop peu, les maladies tropicales, et notamment la malaria, tuent massivement dans les pays en développement. Peu rentables, les moyens de lutte sont cependant délaissés par la recherche. Mais un partenariat entre les secteurs privé et public pourrait y remédier.



Institut Pasteur

(vs) Dix-sept millions par année. Alarmant, ce chiffre aux relents morbides correspond au nombre de morts dues aux maladies tropicales dans les pays en développement. Et encore, il ne rend pas compte des centaines de millions de personnes affectées par ces maladies. Ces dernières sont aujourd'hui la cause de 43 pour cent des décès dans les pays en développement, notamment en Afrique sub-saharienne. Dans les pays développés, ce taux n'atteint qu'1,2 pour cent.

De toutes les maladies infectieuses, la malaria est l'une des plus meurtrières. A elle seule, elle tue plus de deux millions de personnes chaque année, soit quatre à la minute. Sur le front de la lutte, le tableau n'est pas rose non plus : les parasites responsables de la malaria s'adaptent rapidement aux nouveaux médicaments et développent des résistances souvent en moins de 10 ans.

Et pourtant, au seuil du troisième millénaire, les maladies infectieuses, notamment celles propres aux pays en développement, sont loin d'être une priorité de l'industrie pharmaceutique. L'explosion des coûts de développement des médicaments ces 20 dernières années a en effet poussé les industriels à se concentrer sur les domaines économiquement rentables. Conséquence ? La recherche de produits de lutte

contre les maladies tropicales a pratiquement cessé. Pour remédier à cette évolution, divers organismes dont la DDC, la Banque mondiale et l'Organisation mondiale de la santé, sont sur le point de lancer une initiative. Il s'agirait d'établir un partenariat entre le secteur public et des représentants de l'industrie pharmaceutique, en vue de développer de nouveaux produits freinant l'extension des maladies tropicales.

Concrètement, une organisation à but non lucratif - autofinancée à moyen terme - devrait voir le jour. Sa tâche majeure serait d'assurer la production de nouveaux médicaments en fonction de l'évolution des parasites. Dans un premier temps, les recherches se concentreraient sur les produits chimiothérapeutiques de la malaria.

*\*Varuna Singh est journaliste libre*



Soutenir les petites et moyennes entreprises (PME) en Europe de l'Est est l'un des objectifs de la DDC, qui veut aider ces pays à libéraliser leur économie. En Russie, des fondations accordent des crédits à ces entreprises.

# Des crédits pour du fromage



(vs) A quelque 200 kilomètres au sud-ouest de Moscou: la région de Kaluga. Comme d'autres divisions territoriales russes, elle a subi les retombées des réformes économiques engagées par la Russie pour passer d'une économie planifiée à une économie de marché. Pour tenter de soutenir ce processus, la DDC mène plusieurs actions, dont l'une consiste à encourager le développement de petites et moyennes entreprises (PME).

Indispensables à la santé économique du pays, ces dernières sont toutefois freinées dans leur extension par le manque de crédits, notamment. Souvent dans l'impossibilité de fournir des garanties foncières, elles se voient imposer des taux d'intérêts très élevés par des banques peu enclines à prendre des risques.

Depuis 1994, la DDC a donc mis sur pied des fondations dans deux régions de concentration de ses activités: Kaluga et Voronezh. Dans quel but? Permettre aux petits entrepreneurs privés d'obtenir des crédits de 50'000 dollars en moyenne et de 100'000 dollars au maximum, à des taux préférentiels qui devraient s'approcher de ceux du marché à moyen terme. Composées d'experts suisses et russes, ces fondations sont alimentées directement par la DDC, à hauteur d'un million de francs chacune environ. S'ajoutent à cette somme, à Kaluga, les remboursements d'un prêt antérieur octroyé à une fromagerie. Depuis 1996, la Fédération des coopératives Migros (FCM) gère le projet pour la DDC.

Son soutien s'étend aujourd'hui à toute une série d'activités dont la transformation d'aliments, mais aussi l'installation sanitaire, les transports ou la couture. En été 1997, quelque 23 projets avaient reçu le soutien de la fondation à Kaluga, entraînant la création de 195 emplois.

La fromagerie des époux Nilov est l'un de ses succès. Avec un emprunt de 35'000 dollars Vitali et Svetlana ont créé de toute pièce une exploitation qui emploie aujourd'hui cinq personnes. Pour équiper leur entreprise, les Nilov se sont inspirés des installations qu'ils ont visitées en Suisse. Mais cet équipement a été fabriqué sur place. Aujourd'hui la fromagerie NIL transforme tous les deux jours 1300 litres de lait en fromage et produits laitiers. Ces produits sont vendus dans la région. La réussite de l'opération se mesure aussi à un autre facteur: les Nilov ont pratiquement remboursé leur emprunt.





### Forum international pour la recherche en matière de santé publique

#### Un ancien de la DDC devient secrétaire exécutif

(sbs) Depuis le début de cette année, Louis Currat, qui a travaillé pour la DDC pendant de longues années et dirigé la Division des « Services sectoriels », occupe le poste de secrétaire exécutif du nouveau Forum international pour la recherche en matière de santé publique à Genève. Le Forum a été mis sur pied en juin 1997 et ses fondateurs comprennent des gouvernements de pays du Nord et du Sud, l'Organisation mondiale de la santé (OMS), la Banque mondiale, des organisations non gouvernementales, des fondations internationales, des instituts de recherche et des sociétés pharmaceutiques privées. Il a pour objectif de promouvoir et de mieux orienter les efforts de recherche vers les problèmes sanitaires des populations pauvres. Il faut savoir en effet que dans le monde, environ 56 milliards de dollars sont investis chaque année dans la recherche en matière de santé publique et que moins de 10 % de ce montant sont consacrés aux problèmes qui affectent 90 % de la population mondiale. La DDC, qui a participé activement à la création du Forum et qui lui alloue une contribution annuelle, destine chaque année 200 millions de francs environ à des actions directes ou indirectes dans le domaine de la santé.

#### Bilan de la coopération avec l'Europe de l'Est

(bf) La coopération suisse avec l'Europe de l'Est a débuté en 1990 et s'adressait alors à la Pologne, à la Hongrie et à la Tchécoslovaquie. La première période de cette coopération, qui s'étend désormais à toute l'Europe de l'Est et à certains pays de la CEI, touche aujourd'hui à

sa fin. C'est pourquoi nous allons publier en mai un rapport très attrayant d'une vingtaine de pages sur ce travail de huit ans qui montre comment la Suisse a concrètement soutenu le processus de réforme délicat que traversent les pays d'Europe centrale. Le rapport accorde une attention particulière à la Pologne, ainsi qu'aux expériences, aux conséquences et aux enseignements que l'on peut tirer de l'engagement suisse en Europe de l'Est et dans les Etats baltes.

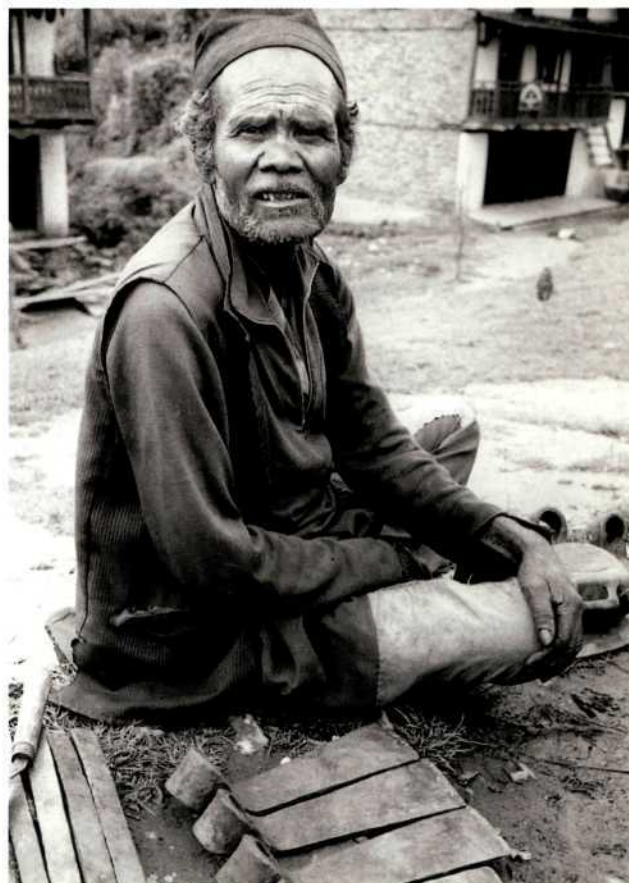
Le rapport peut être obtenu auprès de la DDC, Division DCE, Effingerstr. 77, 3003 Berne, tél. 031/322 44 12.

#### Coopération internationale suisse de 1986 à 1995

(rm) Ces dernières années, la coopération internationale a été marquée par la fin de la guerre froide, par une prise de conscience du problème de l'environnement, depuis le sommet de Rio, et par une mondialisation croissante. Comment la Suisse a-t-elle relevé ces nouveaux défis? Pour répondre à cette question, le Conseil fédéral a établi un bilan de la coopération internationale de la Suisse avec les pays du Sud et de l'Est de 1986 à 1995 qu'il soumettra au Parlement dans le courant de cette année. Ce bilan décrit les grands changements du contexte mondial, présente les expériences recueillies et en tire les enseignements pour la poursuite de la coopération suisse.

## Au fait qu'est-ce que... ...la pauvreté?

(bf) La pauvreté est un phénomène qui présente des facettes multiples et qui peut affecter tous les domaines de l'existence, même celui des biens immatériels. Etre pauvre ne signifie pas seulement que l'on dispose d'un revenu trop bas (on admet en général que le seuil de pauvreté se situe à un dollar par jour), ou que l'on ne consomme pas assez (cette consommation étant par exemple exprimée en calories absorbées). La pauvreté est aussi bien quantitative que qualitative. Les personnes concernées la perçoivent de manière très subjective. On ne peut donc pas définir la pauvreté de l'extérieur seulement, car il appartient aussi aux pauvres de l'exprimer: on ne peut pas imposer une notion de la pauvreté sans tenir compte des principaux concernés. Ce n'est que lorsque l'on considère toutes les dimensions et toutes les conceptions de la pauvreté que l'on reconnaît la diversité individuelle, sociale et surtout culturelle de l'existence humaine. N'est pas pauvre uniquement celui qui n'a pas assez pour survivre... ou qui a encore trop pour mourir. La pauvreté se mesure à l'aune des possibilités et cette approche doit intégrer des critères tels que la répartition – pas seulement des miettes mais du gâteau entier – et l'équité. Lorsque la pauvreté n'est pas due uniquement à une production insuffisante de biens, elle se trouve toujours en relation avec son contraire, la richesse. Toutes deux résultent d'un même processus: une répartition inéquitable basée sur la puissance et la violence.





Dans le cadre du développement, on considère souvent que le génie génétique est porteur d'un grand espoir, notamment dans la lutte contre la faim. Mais il en va ici comme ailleurs : il y a ceux qui ont adopté un point de vue critique et qui refusent d'appliquer le génie génétique même au Sud ; et il y a ceux qui font confiance à cette nouvelle technologie et souhaitent bien sûr également l'appliquer au Sud. « Un seul monde » a invité trois spécialistes à débattre de la question : Paul Egger, chef du Service sectoriel agriculture auprès de la DDC, Maya Doetzkies de la Déclaration de Berne et Arthur Einsele, responsable des relations publiques de Novartis Seeds SA. Débat dirigé par Gabriela Neuhaus.

# Génie génétique



Guy Penenroud

**Egger :** Pour ce qui est de l'application du génie génétique, nous nous fondons à la DDC sur une évaluation globale. Il s'agit alors de comparer les chances et les risques, de tenir compte des perspectives aussi bien sociales et politiques qu'écologiques. Pour atteindre des objectifs prioritaires, il faut bien admettre certains risques lorsque l'intérêt de tous est en jeu. En bref, il s'agit de trouver une solution dont le bilan global soit positif.

**Doetzkies :** Nous pensons que les risques écologiques qui vont de pair avec l'application du génie génétique sont trop grands pour être considérés comme résiduels. Cette application est par ailleurs contraire aux exigences de durabilité telles qu'elles ont été définies lors de la Conférence sur l'environnement : le génie génétique est donc une technologie à risque, qui hypothéquera notre legs aux générations futures.

**Einsele :** Cette position est sans fondement scientifique. Les risques du génie génétique ne sont pas

plus grands que ceux liés aux modes de culture ou d'élevage traditionnels. Je refuse que l'on voue cette technologie aux gémonies et qu'on l'interdise. De plus, nous devons distinguer le risque purement technique – je pense ici à la sécurité biologique – et les risques sociaux. Il faut considérer de plus près les conséquences sociales potentielles : par exemple que quelqu'un puisse être exploité ou que quelqu'un puisse être soumis, contre son gré, à de nouvelles méthodes d'analyse basées sur le génie génétique. Vous confondez ces deux aspects.

**Doetzkies :** Non, je parle explicitement des deux. D'ailleurs, même les spécialistes sont loin de s'entendre pour ce qui est de la sécurité. Certains donnent une appréciation très différente de ce risque tout en la fondant sur des raisonnements scientifiques. Comment pouvez-vous aujourd'hui déjà être si sûr des effets à long terme d'organismes génétiquement modifiés ?



# espoir ou danger pour le Sud ?



**Egger :** Quels sont donc ces nouveaux grands risques ?

**Doetzkies :** Le génie génétique implique une transmission de gènes d'une ampleur que ne connaît pas la nature.

**Egger :** Le domaine écologique comporte aussi de nouveaux risques : notamment le croisement de plantes sauvages, la suppression d'espèces sauvages par des mauvaises herbes nouvelles ou par de nouvelles résistances non durables, qui peuvent se répandre et engendrer également des risques politiques dans le domaine de la propriété intellectuelle. Mais les principaux risques sont d'ordre social. Le plus grave est que l'on n'utilise ces nouvelles possibilités très prometteuses que de manière unilatérale et à certaines conditions : présence de grands producteurs, marchés favorables et pouvoir d'achat élevé. C'est pourquoi l'évaluation globale doit aussi englober l'analyse du point de vue de la politique de

développement d'une « non-application » du génie génétique dans les pays en développement. Nous nous référons en cela à M. Halter, spécialiste de l'éthique : « Le cœur du problème éthique ne réside pas dans le fait qu'une application trop intensive du génie génétique représenterait un danger pour les pays en développement, mais bien dans le fait que le potentiel du génie génétique ne soit pas ou pas suffisamment exploité dans ces pays. »

**Doetzkies :** Les avantages et l'utilité que les généticiens attribuent au génie génétique sont trop limités par rapport à ses risques potentiels. Nous ne pensons pas que cette technologie puisse constituer un moyen décisif pour éradiquer la faim, car la faim a surtout des causes sociales. Mais le génie génétique permettrait sans doute d'accroître la production à court terme. Nous considérons comme risque social une promotion de cette technologie qui se ferait au détriment d'autres méthodes agricoles plus respectueuses de la nature.

24

25



**Einsele :** Mais ces deux domaines de recherche ne s'excluent nullement.

**Doetzkies :** Dans la pratique, hélas oui.

**Egger :** Dans les pays du Nord, le génie génétique intervient dans la culture du coton, du soja et du maïs. Pourquoi faut-il priver les pays en développement de cette nouvelle possibilité ? A l'heure actuelle, les pays industrialisés consacrent 2,5 milliards de dollars – secteurs public et privé confondus – à la recherche dans le domaine du génie génétique agricole. Dans les pays en développement, le montant est de 50 millions de dollars pour le secteur public et de 25 millions pour la recherche agricole internationale. C'est l'équivalent d'une part infime de ce que la recherche internationale publique consacre à la culture biologique. Si le génie génétique n'améliore pas aussi la culture du manioc, des patates douces et du millet, les pays en développement ne seront plus concurrentiels et seront évincés du marché mondial.

**Doetzkies :** C'est déjà le cas depuis longtemps.

**Egger :** Certes. Mais cette tendance s'aggravera encore si l'on n'applique pas les nouvelles technologies dans le Sud et aux cultures négligées.

**Doetzkies :** Là, vous mettez le doigt sur un grand malentendu. Même si nous sommes sceptiques à l'égard du génie génétique, nous ne préconisons nullement qu'il ne faut rien faire. Nous soutenons les efforts de ceux qui se lancent sur de nouvelles voies dans l'agriculture, leurs propres voies. Nous pensons que le développement doit être défini et réalisé avec eux et qu'il n'appartient pas aux scientifiques du Nord de leur imposer leurs vues.

**Egger :** Des solutions régionales et diversifiées sont vitales. Or, le génie génétique vient les compléter, il ne les remplace pas. L'essentiel est que les producteurs et les consommateurs du Sud aient également le choix.

**Einsele :** Mais nous ne faisons tout cela que pour leur éviter de mourir de faim. Pourquoi ne pas intervenir lorsque le manioc, par exemple, est infesté par un virus en Afrique de l'Est ? Il est triste que nous en soyons encore à débattre du bien-fondé de notre intervention. Combien de gens sont morts de faim là-bas, pendant que nous évoquons ici un risque tout hypothétique ?

**Egger :** Que pensez-vous du risque d'une « non-application » du génie génétique, Mme Doetzkies ?

**Doetzkies :** Comme je l'ai dit, l'avenir appartient à la culture biologique – au Nord également. Au Sud, il y a aussi des paysans et des paysannes qui pratiquent la culture biologique. Comment peuvent-ils se prémunir contre une transmission de gènes lorsque des plantes génétiquement modifiées poussent sur le champ voisin ?

**Einsele :** La réponse est claire. Certes un nombre limité de gènes peuvent se transmettre, mais le pollen ne vole pas indéfiniment. Donc l'agriculteur biologique aura ses légumes biologiques, l'agriculteur qui utilise le génie génétique aura ses produits et le consommateur saura ce qu'il achète.

**Egger :** L'agriculture biologique, qui propose des produits de qualité élevée, renferme aussi un grand potentiel dans les pays en développement. Le milliard de personnes qui vivent avec un revenu d'un franc par jour ont toutefois besoin d'urgence de produits peu coûteux. Si le génie génétique nous permet de baisser encore les prix des denrées alimentaires, ce sont les consommateurs les plus pauvres qui en profiteront. Le prix reste le facteur décisif pour ceux qui ont faim, car pour eux la quantité prime encore sur la qualité.

**Doetzkies :** Je trouve cette affirmation cynique ! J'ai parlé avec beaucoup de gens pauvres qui souhaitent consommer des denrées de bonne qualité.

**Einsele :** Il y a un autre point sur lequel nos avis divergent. Le génie génétique peut aussi avoir un aspect écologique : lorsque les scientifiques mettent au point des plantes capables de se défendre contre les maladies et les ravageurs, les pesticides deviennent inutiles.

**Doetzkies :** Quelle quantité de pesticides utilise-t-on en agriculture biologique, à votre avis ?

**Einsele :** Vous conviendrez avec moi que la culture biologique n'est pas en mesure de couvrir tous les besoins en denrées alimentaires dans le monde.

**Doetzkies :** Pas du tout. Des études admettent que l'agriculture écologique recèle un grand potentiel. Il est aussi prouvé que, pour certains produits, la culture biologique pratiquée au Sud fournissait de





meilleures récoltes que la culture traditionnelle. Pour assurer l'alimentation mondiale sur une base écologique et durable, il faudrait certes aussi revoir en profondeur la consommation des pays du Nord. Notamment celle de la viande.

**Egger:** Nous devons cesser d'opposer écologie, économie et technologie dans le domaine de l'alimentation, mais les combiner. Conformément aux exigences des pays en développement dans l'Agenda 21, le génie génétique doit être mis en œuvre pour garantir à long terme la sécurité alimentaire et pour protéger les ressources naturelles.

**Un seul monde:** Madame, Messieurs, nous vous remercions d'avoir pris part à ce débat.



26

27





Alors qu'elle n'était considérée que comme l'expression d'une bonne conscience mondiale il y a quelques années à peine, la « world music » fait aujourd'hui partie du quotidien en Europe : quelles que soient ses origines, on la trouve tant au sommet des hit-parades que dans les spots publicitaires. S'agit-il vraiment de bonne conscience ou d'une conséquence inattendue de la mondialisation ? Le point par Beni Güntert.\*

# La «World

qu'elle s'adapte aux techniques modernes. Ce « métissage » n'altère toutefois que rarement le caractère ethnique de la musique. « Même le hip hop sénégalais se distingue avant tout par sa provenance », déclare à juste titre Marianne Berna, journaliste spécialisée. Les puristes s'opposent toutefois à cette définition. A leur avis, la world music doit avant tout être authentique et n'inclure, si possible, que des instruments acoustiques. Pour désigner ce genre, un nouveau terme est apparu récemment : « local music » (musique indigène).

## Un marché en expansion

Quant aux dilettantes, ils raffolent de world music. Quels que soient les moyens et la provenance, l'essentiel c'est que ça balance. Par conséquent, l'éventail de world music accessible au Nord s'est élargi sur le marché. En 1997, les nouveaux enregistrements de musique cubaine et

de chansons pop brésiliennes ont démontré qu'il y en a pour tous les goûts.

Gerald Seligman, ancien journaliste reconverti en producteur de world music au service de l'un des géants de la branche, ne trouve toutefois rien de nouveau à ce phénomène : « Les tubes de world music nous arrivent par vagues déjà depuis les années cinquante. A l'époque, c'était le jazz sud-africain, puis vinrent Fela et Manu Dibango avec leur funk africain, etc. Aujourd'hui, le choix est beaucoup plus vaste et le mouvement connaît moins d'à-coups. » Les tonalités étrangères se sont intégrées sans perdre beaucoup de leurs caractéristiques. Est-ce le résultat d'une prise de conscience face au tiers monde ? « Certainement ! Rappelez-vous le « Human Rights Tour » avec Youssou Ndour, Peter Gabriel et tous les autres. Ou le concert pour Nelson Mandela en 1990 ! L'énorme écho médiatique sus-



Thomas Dorn

**Tout d'abord, qu'est-ce que la « world music » ?** Apparue en Angleterre il y a une dizaine d'années, cette notion se généralise et remplace celle de « folk music ». Toutefois, avant même d'être entrée dans le langage populaire, l'expression divise les spécialistes : regroupe-t-elle toutes les musiques comportant une bouffée d'exotisme (conférée par des musiciens de couleur) ? Ou des chansons exotiques, les tubes de l'été tels que la « Samba do Janeiro » de Bellini, prêts à tous les clichés pour assurer leur succès ? Même les Britanniques, spécialistes en matière de tendances, sont partagés : la world music doit pouvoir être écoutée (au Nord), ce qui implique que ses paroles soient compréhensibles et





# Music»

## au sommet de sa gloire ?

citée par ces concerts a grandement contribué à cette prise de conscience. Or, aujourd'hui, c'est justement dans le tiers monde que l'on trouve nombre de musiciens engagés, qui ont quelque chose à dire et ne se contentent pas de divertir les foules. »

### Un marché fait de hasards

Reste à savoir si ces voix arrivent aussi à se faire entendre au Nord. Et, dans ce domaine, la question de la langue n'est pas la seule difficulté. La World Music Exhibit (Womex) qui s'est tenue en automne 1997 à Marseille a montré que le message ou l'artiste n'occupent qu'une place infime sur ce nouveau marché. Ce sont en effet les hommes d'affaires du Nord qui y font la loi, tandis que les directeurs de

festivals ou les producteurs du Sud manquent de moyens et peinent à dénicher des partenaires au Nord. La concurrence entre les « intermédiaires » influe sur le prix de la « matière première » que sont les musiciens. C'est ainsi que les styles les plus variés essaient de trouver un acheteur : un organisateur du Nord. Et des préférences se dessinent. Pour l'heure, c'est par exemple la musique des tziganes de la Méditerranée et de l'ancien bloc de l'Est qui est à la mode. Les groupes latinos et des Caraïbes constituent un autre centre d'intérêt. L'isolement socialiste, de ce côté de l'Atlantique aussi, a favorisé le maintien de grandes formations non hiérarchiques de qualité qui sont à l'opposé du vedettariat occidental qui fonctionne à court

terme. Ces ensembles méritent pleinement d'être reconnus à l'Ouest.

Il semble cependant que la part du hasard soit grande en matière de mode. L'Afrique, dont les rythmes ont déferlé sur la moitié du globe, n'occupe ainsi plus une place centrale. Le monde actuel de la musique est en effet multipolaire et possède de ce fait plusieurs épicentres de styles géniaux. De plus, on trouve au Nord de plus en plus d'oreilles ouvertes et intéressées ; de plus en plus de gens qui se rendent aux manifestations multiculturelles et qui sont capables de comprendre ou qui veulent savoir ce qu'il y a derrière la musique. « Ce qu'il y a de particulier à ce genre de concerts de world music, c'est l'ambiance extrêmement pacifique et har-

Autrement dit World Music Exhibit. Un congrès consacré à la world music qui se tient chaque année dans une ville européenne différente. La WOMEX a été organisée la première fois en 1992 par le Forum européen de festivals de world music. En 1997 à Marseille, elle a été qualifiée de principale réunion d'organisateur, de journalistes, d'agences et de producteurs de musique du monde. On s'efforce actuellement de densifier ce réseau de personnes engagées par le biais d'Internet.

### Même les grandes carrières ont une fin

En 1997, l'annonce du décès (attribué au Sida) du rebelle Fela Anikulapo Kuti a fait le tour du monde. Il ne fut pourtant pas le seul des tout grands de la world music à quitter la scène un peu précipitamment : Nusrat Fateh Ali Khan, qui a fait connaître les chants soufis pakistanais (à la fois religieux et frivoles) au monde entier, est décédé en août. Quant à la mort du prince Nico Mbarga l'an dernier au Nigeria, elle n'a pas fait la une des journaux. « Sweet Mother », tube mondial en 1972, avait pourtant failli réconcilier francophones et anglophones d'Afrique.

monieuse qui règne », fait observer l'animateur culturel autrichien Franz Schidjell. L'avenir ne repose-t-il pas sur la tolérance et la compréhension ?

*\* Beni Güntert est collaborateur de la Section médias et communication à la DDC (De l'allemand)*



En 1898, l'ethnologue anglais Myers enregistre les habitants des îles Torres sur des rouleaux de cire



Les musées des pays du Nord recèlent les plus grands trésors culturels et objets d'arts du Sud, alors même que les descendants des artistes n'ont plus guère accès aux œuvres de leurs ancêtres. La cinéaste australienne Frances Calvert, spécialisée dans le film documentaire, s'est penchée sur la question. De Toni Linder.\*

# Le vernis s'écaille

Il y a quelques générations encore, les habitants des îles Torres, au nord de l'Australie, fabriquaient des masques en écailles. Ces masques figurent aujourd'hui dans les expositions de musées européens... quand ce n'est pas soigneusement emballés dans leurs caves.

Ephraïm Bani et sa femme Petharie de l'île de Mabuiag dans l'archipel des Torres ont récemment visité quelques-uns de ces musées. Ils furent ainsi les premiers de leur génération à voir les masques et les totems de leurs aïeux et ils auraient aimé ramener chez eux l'héritage culturel d'un peuple qui compte 5000 âmes.

Ils ont rapidement dû déchanter. De sa caméra, Frances Calvert a suivi les pérégrinations des deux insulaires. Les conservateurs de musée étaient le plus souvent embarrassés, généralement pris au dépourvu, voire arrogants, mais leur non était sans équivoque. C'est ainsi qu'à vu le jour le documentaire «Cracks in the Mask»: une réflexion sur le culte et la culture, sur la propriété et l'utilisation, sur l'histoire et le présent.

## Grand succès en Australie

En Australie, «Cracks in the Mask» a rencontré un grand succès auprès du public et suscité un large écho dans les médias. Depuis sa diffusion, des expositions

d'objets empruntés aux musées du Nord sont en préparation. Pourtant, aucune des pièces revendiquées n'a jusqu'ici regagné sa terre natale.

Le film a naturellement beaucoup ému les habitants des îles Torres. Des larmes ont coulé, raconte Frances Calvert, lorsque des insulaires ont reconnu leurs grands-parents sur des extraits de films anciens.

Pour les habitants des Torres, «Cracks» a beaucoup plus qu'une valeur sentimentale. Il ne leur reste en effet plus grand-chose de leur culture originelle et plus personne ne fabrique ces masques.

Si les insulaires dansent encore, ils arborent sur la tête, à la place des masques, des modèles réduits en bois d'avions de la Deuxième guerre mondiale. C'est la base américaine installée à l'époque dans l'archipel qui les a inspirés. En voyant Bani et son ornement - burlesque à nos yeux - l'un des conservateurs du film réalise que les cultures traditionnelles ont aussi leur histoire...

*\* Toni Linder est collaborateur de la Section médias et communication à la DDC (De l'allemand)*

Le film «Cracks in the Mask» de Frances Calvert a bénéficié du soutien financier de la DDC. Production: Talking Pictures, Berlin, 1997. Durée: 57 minutes. Original en 35 mm, anglais / français / kala lagaw ya, sous-titrage allemand. Location 16mm: Zoom, Erlachstrasse 21, 3000 Berne 9, Tel. 031 301 01 16, Fax 031 301 28 60.



## De la corruption au monitoring

L'EPF de Zurich organise ces prochains mois les cours du 3e cycle pour les pays en développement (NADEL) suivants:

- 30.3.-3.4. Introduction à la planification de projets et de programmes
- 6.4.-9.4. Coopération au développement dans le contexte urbain
- 20.4.-24.4. Développement de l'organisation dans le cadre de la coopération
- 27.4.-30.4. La corruption et son contrôle dans les pays en développement
- 4.5.-8.5. Le savoir local dans la coopération au développement
- 11.5.-15.5. L'homme et la forêt, conflits et ébauches de solutions dans l'hémisphère Sud
- 25.5.-29.5. Monitoring de projets et de programmes
- 2.6.-5.6. Développement et environnement

Renseignements et formulaires d'inscription: Secrétariat NADEL, ETH Zentrum, 8092 Zurich, tél. 01 632 42 40. Délai d'inscription: un mois avant le début du cours.

## L'apprentissage global en Suisse

(gnt) La Fondation éducation et développement s'est mise au travail en janvier de cette année. Ses quatre centres de consultation et de vente situés à Berne, Lausanne, Lugano et Zurich sont à la disposition des Directions cantonales de l'instruction publique en matière d'éducation à la solidarité internationale. Ils organisent des cours de perfectionnement à l'intention des enseignants, élaborent des thèmes et des méthodes didactiques, évaluent le matériel d'enseignement et le vendent aux personnes intéressées.

L'éducation à la solidarité internationale, objectif de la Fondation, doit mieux faire comprendre aux adolescents de notre pays les liens qui existent notamment entre des phénomènes sociaux tels que pauvreté et richesse, évolution démographique, migrations, guerres et droits de l'homme, menace globale sur l'environnement et mode de vie.

La Fondation est due à une initiative du forum «Ecole pour un seul monde» et de la DDC, qui se sont associés à la Confédération suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique

(CDIP), aux organisations d'enseignants, à la Confédération et aux grandes organisations d'entraide pour créer cette nouvelle entité qui remplace entre autres les Services Ecole Tiers-Monde. Elle prévoit de constituer par ailleurs un fonds destiné à soutenir des projets éducatifs spéciaux, et cherche actuellement des sponsors – entre autres dans l'économie privée. La DDC a promis une contribution initiale.

*Vous obtiendrez une brochure d'information et d'autres renseignements au Secrétariat central de la Fondation éducation et développement, Monbijoustrasse 31, 3001 Berne. Tél. 031 382 80 80 Fax 031 382 80 82.*

## Matériel d'enseignement Monographie «Mont Kenya»

(bf) Il est inhabituel que des supports d'enseignement se basent directement sur du vécu, et le professeur de gymnase bernois Roland Brunner fait justement exception à la règle. Il a travaillé plusieurs années sur un projet de développement du Kenya, dont six mois sur place. Cette expérience est résumée dans une monographie passionnante destinée à l'étude en classe au niveau secondaire. Ses sept chapitres – allant de l'histoire à l'économie forestière en passant

par l'approvisionnement en eau, l'écologie tropicale et la démographie – donnent aux élèves une idée très concrète des particularités naturelles et culturelles de cette région, tout en évoquant les possibilités et les difficultés de la coopération au développement.

*A commander auprès de: Berner Lehrmittel- und Medienverlag, Güterstrasse 13, 3008 Berne. N'existe qu'en allemand.*

## Billet d'entrée à l'exotisme proche ou lointain

(bf) Découvrir et comprendre des peuples que nous connaissons mal – de contrées lointaines mais aussi de nos régions –, leur histoire et leurs traditions, à travers la musique et les instruments: tel est le but que s'est donné «Musique du monde», un dossier pédagogique comprenant trois CD ainsi que des fascicules destinés à l'enseignant et aux élèves. Il leur propose – sous une forme ludique, bien structurée mais pas trop directive, dans le langage universel de la musique – un billet d'entrée aux cultures et aux gens des îles Samoa à la Louisiane, et du Jura au Sahara. Fondation éducation et développement, av. de Cour 1, 1007 Lausanne Tél. 021 616 84 33.



Service

30

31



## Livres

### L'eau donne et ôte la vie

(lit) Le reporter photographe Daniel Schwartz dépeint quelques-unes des régions à la fois les plus pauvres et les plus riches en ressources de la planète: les immenses deltas densément peuplés des grands fleuves asiatiques – Gange, Irrawaddy, Mekong et fleuve Rouge.

Ce photographe engagé a travaillé des années à la réalisation d'images qui reflètent fidèlement certaines réalités. Et il a su capter des scènes de la vie quotidienne sans se montrer indiscret.

Ce très bel ouvrage comprend également un commentaire détaillé et des légendes de Schwartz, ainsi qu'une introduction du photographe et écrivain Tim Page.

*Daniel Schwartz : Delta. Wasser, Macht und Wachstum in Asien (Delta. L'eau, puissance et croissance en Asie). Introduction de Tim Page. Scalo Verlag, Zurich 1997. N'existe qu'en allemand.*

### Forêts de l'espoir

(lit) Le journaliste biennois, photographe et spécialiste des forêts, Christian Küchli présente dans son nouvel ouvrage illustré des initiatives de développement prometteuses dans le secteur forestier. Ses douze reportages réalisés dans les diverses régions du monde nous procurent – sans chercher à embellir la situation – une image plus nuancée du Sud que celle, catastrophique, dont les médias se font quotidiennement l'écho.

A travers la forêt, Küchli nous initie également à d'autres cultures. Les remarquables photos de l'auteur jouent un rôle essentiel dans cette découverte.

*Christian Küchli : Wälder der Hoffnung (Forêts de l'espoir). Verlag Neue Zürcher Zeitung, Zurich 1997. Edition en anglais: Forests of Hope, Earthscan, Londres 1997. N'existe pas en français.*

### Le pouls de l'Afrique

(gnt) Spécialisées dans les reportages sur le Sud, les éditions Florent-Massot viennent de sortir un magnifique ouvrage multimédia: «Houn-Noukoum» («Ouvre les yeux!») dans la langue fon parlée au Bénin. Mais nos autres sens y trouvent aussi leur compte, avec des sons, des photos et des textes consacrés aux rythmes et aux gens du continent africain. La musique est le pouls de l'Afrique. Elle agrmente la vie quotidienne, accompagne tous les rituels qui jalonnent l'existence.

«Houn-Noukoum» est l'œuvre d'un passionné. Trois ans de recherches ont mené le jeune photographe Thomas Dorn dans 19 pays africains. L'idée de l'ouvrage lui est venue à la suite d'une conversation avec Angélique Kidjo (dont la famille fait l'objet d'un reportage); il l'a réalisé grâce à la collaboration de la Togolaise Ayoko Mensah qui l'a cosigné.

Dorn a ramené de ses voyages non seulement des photos émouvantes, mais aussi des enregistrements de musique villageoise authentique (sur deux CD). Ce volume est complété par des textes d'auteurs compétents (par exemple Kidjo ou Bebe).

*Dorn, Thomas et Mensah, Ayoko : «Houn-Noukoum.» Visages et rythmes africains. Editions Florent-Massot.*



## Musique



### Global jazz

(gnt) Le groupe Jazzorange de Renens a réalisé un rêve au printemps 1997: créer avec des musiciens de trois continents (Afrique, Asie, Amérique latine) une production vidéomusicale qui reflète la prodigieuse diversité des conditions de vie dans le monde. Des organisations d'entraide et la DDC ont appuyé le projet. Beaucoup de gens ont vu ce «spectacle Nord-Sud», et les autres peuvent maintenant en obtenir la bande-son sur CD. Une acquisition très recommandée aux amateurs de fusion jazz, que maintenant l'on appelle plutôt «global jazz». Sur fond de rythmes brésiliens, ce concert Nord-Sud mêle joyeusement des sonorités indiennes, sahéliennes et tibétaines en une étonnante harmonie.

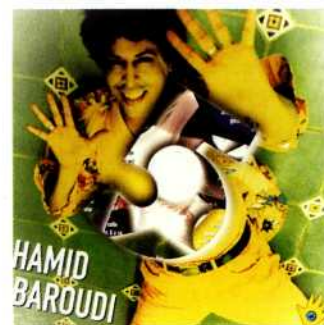
*Jazzorange: Nord-Sud (Hear we go) 1997, distribution cod-tuxedo.*

### Global pop

(gnt) Hamid Baroudi passe pour une des stars du global pop, nouvel héritage de la mondialisation. Et en plus, sa musique captivante est le fruit d'un engagement politique. Son cinquième album, «5» (après quatre enregistrements réalisés avec le groupe d'avant-garde allemand «Die Dissidenten»), se fait l'écho des cinq continents: le monde entier se retrouve ainsi dans les chansons de Baroudi – ou dans la main de Fatima (en arabe, «cinq» signifie aussi la main protectrice de Fatima). Très modernes, ses arrangements nous mènent en cinq langues – à travers le hip-hop, les sonorités afrobrésiliennes et andalouses – jusqu'aux tréfonds de l'agonie algérienne, pour revenir finalement à l'harmonie.

Baroudi accompagne son credo central «rien ne vaut le rythme pour unir les hommes et guérir les âmes» de déclarations univoques en faveur des droits de l'homme et de la liberté de la presse. Star clandestine en Algérie, cet émigrant mérite une audience mondiale. Et que l'on danse sur sa musique.

*Hamid Baroudi: Fünf - five - cinq - cinco - xamsa. Barraka el Farnatshi 1997 / distribution RecRec.*





# A n n e e

## Les films du Sud à Fribourg

Les cinéphiles ayant une préférence pour les productions du Sud trouveront au Festival international du film de Fribourg de quoi réjouir leur cœur... et leurs yeux. Ce sera déjà la douzième édition de cette manifestation consacrée aux films du tiers monde. Pour prolonger le festival, une sélection des meilleurs films projetés à Fribourg partent pour une tournée de dix mois qui les emmène dans une vingtaine de villes suisses. Fribourg, du 1er au 8 mars.

## L'ASC a 25 ans

Le Corps suisse d'aide en cas de catastrophe est en fête : il célèbre cette année son vingt-cinquième anniversaire. Pour cette raison, la Conférence annuelle traditionnelle - qui accueille d'innombrables conférences - ne s'achèvera que dans la soirée, après une cérémonie d'anniversaire officielle.

Berne, Kursaal, 20 mars, dès 14h30.

## Rencontres médias Nord-Sud

Chaque année, une douzaine de chaînes de télévision présentent à Genève leurs meilleurs films sur le Sud ou du Sud, qui traitent de la politique de développement. Elles essaient ainsi de décrocher le prix TV international des Rencontres médias Nord-Sud. C'est aussi l'occasion pour les réalisateurs et les réalisatrices du Sud de rencontrer des acheteurs de films potentiels du Nord. Genève, du 4 au 8 mai.

## FOCUS Europe de l'Est

Après le succès des deux éditions précédentes (Roumanie en 1996 et Russie en 1997), FOCUS Europe de l'Est aura à nouveau lieu cette année. La conférence est organisée par la Division de la coopération avec l'Europe de l'Est de la DDC. Elle a pour objectif de réunir en un même lieu tous les milieux suisses concernés par le travail avec l'Europe de l'Est - parlementaires, décideurs de l'économie et de l'administration - pour leur permettre d'échanger leurs expériences et leurs idées.

A l'heure où nous mettons sous presse, le sujet de la conférence n'a pas encore été arrêté.

Berne, Hôtel Bellevue, le 12 mai.

## Worlddidac

A la foire internationale du matériel didactique, de la formation et de la formation continue, la DDC, le Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe, la Fondation éducation et développement et l'association Worlddidac présentent un projet commun intitulé « Dialogue Afrique-Europe : un changement par l'éducation ». L'objectif est d'accroître la sensibilisation à des questions d'interdépendance mondiale en Europe et de promouvoir l'éducation à la solidarité internationale au Nord et au Sud. Dans ce contexte, trois thèmes principaux jouent un rôle important tant en Europe qu'en Afrique : « L'éducation pour un développement durable - éducation à la solidarité internationale », « Images d'Afrique - Images d'Europe » et « La prévention des conflits et le rôle des droits de la personne et de l'éducation pour la paix ».

Bâle, du 12 au 15 mai.

## Le Bouthan à Bâle

En collaboration avec le Musée autrichien d'ethnographie de Vienne, le Musée de la culture à Bâle organise une exposition sur l'Etat himalayen qu'est le Bouthan. Mais pour aborder ce royaume d'Extrême-Orient, sa culture, sa religion, ses paysages et ses habitants, les visiteurs n'auront pas à se contenter d'admirer des objets empruntés dans le pays. L'exposition comprend en effet un atelier où travailleront des artisans bouthanais, ainsi qu'une présentation du projet de coopération bouthano-suisse. Une série d'autres manifestations (musique et danse folkloriques) viendront compléter l'exposition. Bâle, Musée de la culture, l'entrage : 27 mai.

## Pas d'avenir sans solidarité

La solidarité et un développement durable seront au centre des préoccupations d'une grande « Conférence Nord-Sud pour le développement durable » que la Communauté des œuvres d'entraide (Swissaid, Action de carême, Pain pour le prochain Helvetas, Caritas) organise sous le slogan « Pas d'avenir sans solidarité ». Des hôtes de marque tels que Julius Nyerere, président du South Centre

et ancien président de la Tanzanie, José Ramos Horta, défenseur de la liberté et prix Nobel de la paix, Nafis Sadik, directrice du Fonds des Nations Unies pour la population, et le président de la Confédération Flavio Cotti, prendront la parole. Pour l'heure, nous ne savons pas encore si Nelson Mandela, président d'Afrique du Sud, acceptera aussi l'invitation et prendra part à cet événement.

Berne, salle du Conseil national au Palais fédéral et Hôtel Kreuz, du 25 au 29 mai.

## Pentecôte à l'africaine

Le plus grand festival suisse qui a pour thème le continent africain fête sa neuvième édition. « Afro-Pfingsten » est désormais largement connu et reconnu au-delà de nos frontières. Cette année encore, les organisateurs appliqueront une recette qui a fait ses preuves pour permettre à la population suisse d'apprendre à mieux connaître l'Afrique, ses habitants, ses cultures, son histoire et ses traditions. L'offre va de la projection de films aux lectures et aux animations pour enfants, en passant par des concerts, des ateliers, une disco et un marché.

Winterthur, terrain Sulzer, du 25 mai au 1er juin.

### Impression :

« Un seul monde » paraît quatre fois par année, en français, en allemand et en italien.

### Editeur :

Direction du développement et de la coopération DDC / Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)



### Comité de rédaction :

Arcio Camerini (responsable) Catherine Vuffray (vuc)  
Andreas Stuber (stb) Maya Kreil (km)  
Reinhard Voegelé (vor) Stefan Kaspar (kst)  
Arcio Rossi (rm) Beat Felber (bf)

### Collaboration rédactionnelle :

Beat Felber (bf)  
Arcio Gehring (mg)  
Sabine Neuhaus (gn)  
Aruna Singh (vs)

### Graphisme :

Laurent Cocchi, Lausanne

### Photolithographie :

City Comp SA, Morges

### Impression :

Vogt-Schild / Habegger AG, Soleure

### Reproduction :

Une reproduction partielle ou intégrale peut être faite, avec mention de la source. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

### Abonnements :

Le magazine peut être obtenu gratuitement auprès des DDC/DFAE, Section médias et communication, 1003 Berne, tél. 031 322 34 40. Pour les abonnements, les commandes d'exemplaires supplémentaires et les changements d'adresse, prière d'utiliser le coupon ci-joint.

19785

Couverture : Valli / Summers / Sigma

## «Un seul monde»

### Coupon de commande et de changement d'adresse

- Je voudrais m'abonner à «Un seul monde». Le magazine de la DDC paraît quatre fois par année, en français, en allemand et en italien; il est gratuit.  
Je voudrais recevoir ..... ex. en français, ..... ex. en allemand, ..... ex. en italien.

- Je voudrais recevoir gratuitement des exemplaires supplémentaires du numéro un de «Un seul monde» : ..... exemplaire(s) en français, ..... exemplaire(s) en allemand, ..... exemplaire(s) en italien.

- J'ai changé d'adresse:

Adresse (en majuscules):

Nom et prénom:

Eventuellement institution, organisation:

Adresse:

No. postal, lieu:

En cas de changement d'adresse, prière de joindre l'étiquette comportant l'ancienne adresse.

Retourner le coupon à: DDC/DFAE, Section médias et communication, 3003 Berne.

32

33